

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 254
du 30 novembre 1987

POLOGNE
Enquête sur l'avenir

Nucléaire
et
tiers-monde

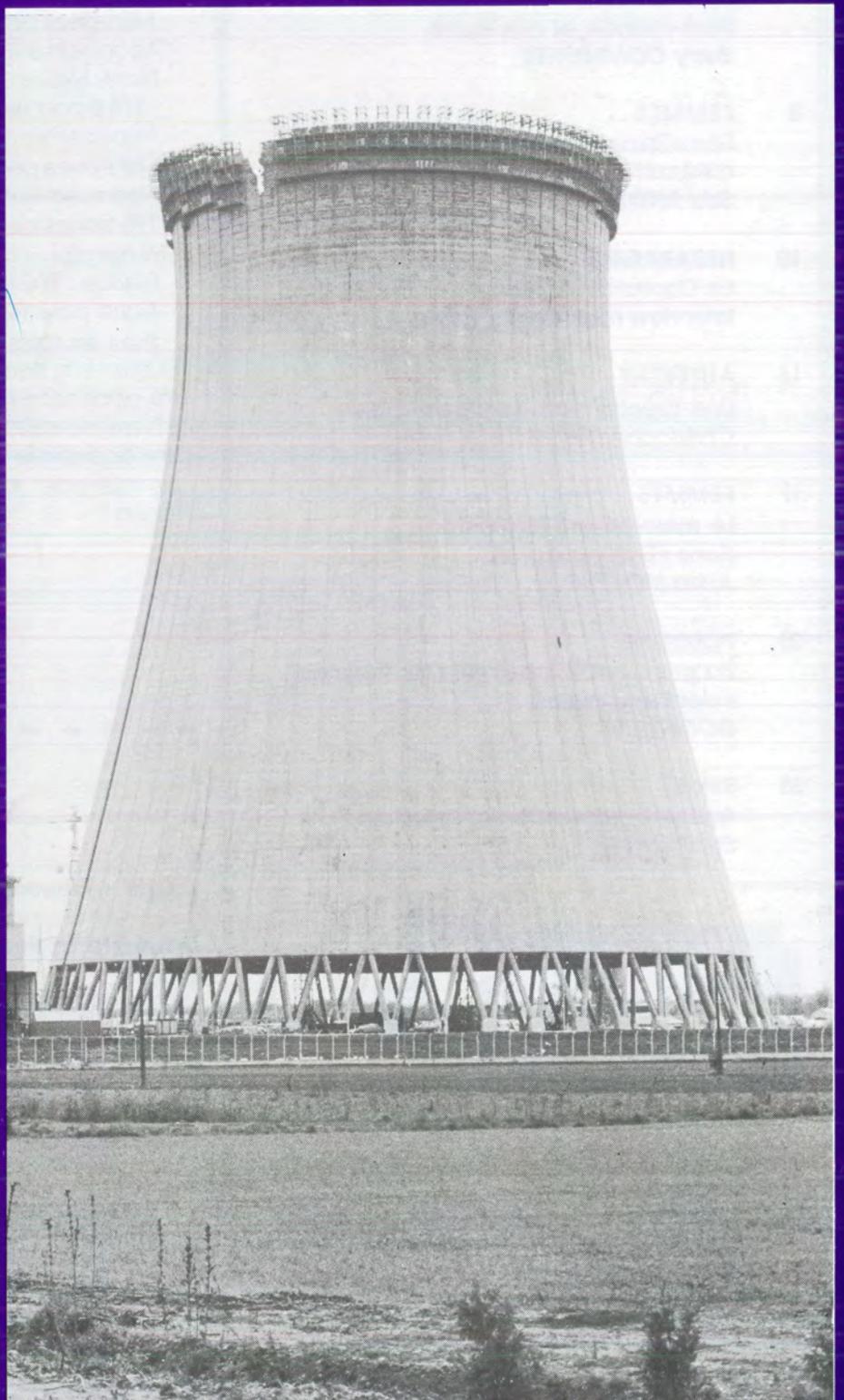
NICARAGUA
La Contra
"de l'intérieur"

FEMMES
Espagne-Irlande
Un féminisme différent



AUTRICHE
Grève générale
des universités

12 FF-4FS-85FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.
Editée par Presse-Édition-Communication (PEC).
Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 254 DU 30 NOVEMBRE 1987

- 3 **ECONOMIE**
Tiers-monde et nucléaire
Barry COMMONER
- 8 **FEMMES**
Féminisme irlandais, un modèle différent
Sue PENTEL
- 10 **NICARAGUA**
La *Contra* de l'intérieur
Interview réalisée par *Envio*
- 16 **AUTRICHE**
Une brèche dans la paix sociale
Christophe DUPUY
- 17 **FEMMES**
Le mouvement féministe dans l'Etat espagnol
Justa MONTEROS
- 20 **POLOGNE**
Du gris au noir, comment les Polonais voient leur avenir
DOCUMENT
- 26 **SYRIE**
Arrêter la répression et la torture
Salah JABER



- 27 **CANADA** : la grève des postiers ; **SUISSE** : lettre à Duarte ; **REVUES** : le CER numéro 5 est paru ; **URSS** : Campagne pour la réhabilitation pénale des accusés des procès de Moscou.

ATTENTION-ATTENTION

Depuis deux numéros, nous sommes donc repassés à **28 pages**. Mais hélas, nous vous rappelons que nos tarifs augmenteront de façon modeste à compter du **premier janvier 1988**. Nous ne vous redirons pas que tout augmente, vous le savez aussi bien que nous. Par contre, nous pouvons préciser qu'INPRECOR n'a pas augmenté lui, depuis plus de trois ans, un véritable record !

Les tarifs seront les suivants :

- Prix de vente à l'unité : **15 francs**
- Abonnement tous pays voie de surface :
140 francs pour six mois ; 280 ff pour un an
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient) : **155 francs pour six mois ; 310 ff pour un an**
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) : **180 francs pour six mois ; 360 ff pour un an**
- Abonnement avion (Asie) : **195 francs pour six mois, 390 ff pour un an**
- Pli fermé :
France : **200 francs six mois, 405 ff un an**
Autre pays (voie de surface) : **215 francs pour six mois, 430 francs pour un an**

Et bien sûr, rien ne vous empêche de reconduire votre abonnement avant le 31 décembre 1987, au tarif 87, même s'il n'échoit qu'en 1988. Vous ferez une petite économie et nous aurons une avance trésorerie ce qui n'est jamais négligeable en ces temps de krach !

ABONNEMENT 25 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune.....

Code postal..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.
Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF.
Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF. Pli fermé : France : 375 FF.
Tous les autres pays
(par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

Tiers-monde et nucléaire

EN DEPIT DE SON CARACTERE MILITAIRE ORIGINEL - qui a oublié Hiroshima ? -, et de la contestation dont elle a toujours été plus ou moins l'objet, l'énergie nucléaire demeure pour les jeunes nations du tiers-monde une marque de prestige au plan de la connaissance scientifique et du développement technologique et industriel. Rien d'étonnant donc que les plus avancés et les plus dynamiques des pays en voie de développement se soient engagés dans cette voie dès qu'ils le pouvaient. Sur ce sujet du nucléaire dans les pays en voie de développement (PED) nous reprenons ci-dessous de *La Brèche* (1), organe du PSO, section suisse de la IVE internationale, un article de Barry Commoner (2), professeur d'université à New-York et auteur de plusieurs livres sur les questions de l'énergie.

Barry COMMONER

LES INSTALLATIONS industrielles aptes à construire des centrales électronucléaires représentent des investissements importants en capital et en personnel très qualifié ; sans de nouvelles commandes, elles deviennent hautement non-profitables. D'un certain point de vue, le marché de l'électronucléaire dans les pays en développement (PED) pourrait déterminer si cette industrie survivra à Tchernobyl. De nouvelles commandes des PED pourraient bien être le seul moyen de ne pas fermer les entreprises construisant des centrales. Mais, alors que cette industrie électronucléaire a besoins du tiers-monde, le tiers-monde a-t-il besoin de l'électronucléaire ?

La compatibilité

Chaque pays, évidemment, a besoin d'énergie. Mais pour savoir si l'énergie nucléaire est la source d'électricité appropriée pour les PED, il faut établir la façon dont elle peut être intégrée dans les secteurs productifs qu'elle doit servir. A son tour, cela dépend d'un certain nombre de facteurs : la compatibilité de la technologie électronucléaire disponible avec les besoins et les ressources du pays d'accueil ; l'efficacité économique d'ensemble de la production d'énergie électronucléaire, inclus le coût du contrôle d'accidents potentiels sur l'environnement et sur la sécurité de la population ; l'existence et le coût d'énergie alternative pour la production d'électricité.

La puissance d'une centrale électrique -

qu'elle soit nucléaire ou utilisant une énergie fossile - pouvant être ajoutée efficacement à un équipement électrique national est limitée par la puissance de ce système lui-même. Si la capacité de production d'une seule centrale est trop importante par rapport à l'ensemble du système, alors un accident ou même l'arrêt de routine peut déstabiliser tout le système de production. Pour éviter de tels accidents, la règle générale consiste à ce qu'aucune unité n'excède 15% de la puissance installée à son moment de pointe. Dans la mesure où une réserve de 15% doit être intégrée dans un système, il en découle qu'aucune unité de production ne devrait dépasser 13% de la capacité totale du système. Parce que les ensembles électriques des pays du tiers-monde sont de puissance modeste, cette exigence impose une limite importante à la puissance des réacteurs qui leur conviendraient. Actuellement, il n'y a plus de producteur qui produise des réacteurs d'une puissance inférieure à 300 Mw (mégawatt, ou million de watts), ce qui représente une unité trop grande pour beaucoup de PED.

Efficacité

Les économies d'échelle découragent l'utilisation de réacteurs de petite ou moyenne puissance. De grandes unités produisent plus d'électricité pour chaque dollar investi que des petites. Le coût en capital par Kw, (Kilowatt) produit par un réacteur de 200 Mw, par exemple, est de deux fois plus élevé que pour un réacteur de 1 000 Mw. Ceci explique la tendance à un accroissement de la puissance des centrales



nucléaires à l'échelle internationale. La puissance moyenne des centrales est passée de 200 Mw en 1965 à, grosso modo, 900 Mw en 1982. Une telle tendance se manifeste aussi pour les centrales commandées par les PED, près de 800 Mw, en moyenne, entre 1975 et 1980...

Il y a deux mesures pour juger de l'efficacité d'une centrale nucléaire. La première, c'est la rentabilité du capital investi, qui s'exprime par le rapport entre le coût de construction par unité de puissance (Kw) (dollar/Kw). La seconde, c'est l'efficacité avec laquelle une centrale produit effectivement de l'électricité. Elle peut être représentée par le rapport de la production effective annuelle d'électricité sur la production d'électricité si la centrale fonctionnait en permanence à plein rendement. Cette mesure est dénommée "facteur de charge" ou "facteur de rendement". Elle est exprimée en pourcentage. Ces deux mesures de rendement affectent le coût de production d'une unité d'électricité et, dès lors, touchent l'efficacité avec laquelle le système de production d'énergie peut être utile à un programme national de développement.

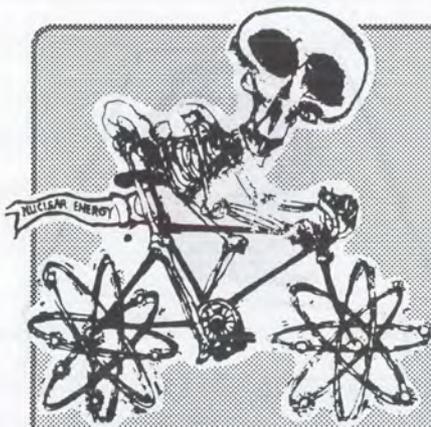
Rentabilité

Le coût de construction d'une centrale nucléaire dans les PED est encore plus élevé que dans les pays industrialisés (où il ne fait que croître).

Selon une étude, le coût d'une centrale,

1) Numéro 394 du 17 octobre 1987

2) Publié dans le World Policy Journal de New-York au printemps 1987.



Contre Laguna Verde

La direction du PRT, section mexicaine de la IVE Internationale, considère, dans un communiqué du 27 août, comme de son devoir de faire publiquement connaître sa ferme opposition à la mise en marche de la centrale électronucléaire de Laguna Verde.

"Le risque d'accident, l'obsolescence de la technologie utilisée, les déficiences du projet,

son coût démesuré (déjà 3,5 milliards de dollars), la quantité infime d'énergie qu'elle produira (2,5% seulement de la capacité totale installée dans le pays) et les dommages inévitables causés à l'écosystème, même dans des conditions normales de fonctionnement, ne sont que quelques-unes des raisons principales de faire état de notre ferme opposition à ce projet.

Nous faisons appel à l'ensemble de la population et en particulier aux organisations de masse, aux partis politiques et aux particuliers, pour qu'ils se mobilisent dans un esprit d'indépendance à l'égard du gouvernement et de la bourgeoisie afin d'empêcher que cette centrale, ou d'autres, ne soit mise en service dans notre pays. Faisons respecter notre droit de vivre quotidiennement dans un milieu sain et non contaminé.

A bas les centrales nucléaires!
Non à la centrale de Laguna Verde!"

dans ces pays, est au moins de 25% supérieur à celui des Etats-Unis. Bien que les comparaisons soient difficiles, parce que les conditions économiques sont si différentes, le coût estimé des centrales en Inde est de 800 à 900 dollars par Kw, 3 000 dollars pour le Brésil (alors que le projet initial l'évaluait de 500 à 800 dollars le Kw) et la centrale prévue pour le Koweït : 15 000 dollars par Kw ! En outre, en considérant les problèmes non résolus au plan de la sécurité et de l'environnement, ces coûts continueront à augmenter.

Quant au "facteur de charge", pour un grand nombre de centrales fonctionnant dans le tiers-monde, il est particulièrement bas, oscillant entre 25 et 50%. Comme par ironie, les réacteurs à eau lourde pressurisés (PHWR) qui ont le meilleur "facteur de charge" sont ceux qui sont le plus frappés par un autre problème : arrêts pour incidents et interruptions pour entretien (planifiées et non planifiées).

Coûts comparés du charbon

Sur la base des rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) consacrés aux interruptions pour entretien, non planifiées, on peut estimer qu'un PED s'engageant dans un programme nucléaire sera confronté à des niveaux inacceptables de fiabilité. Actuellement, le PED type, "élu" pour un programme nucléaire, commandera, en moyenne, quatre

centrales de 600 à 900 Mw de puissance. Etant donné que, à l'échelle internationale, 17% des réacteurs existants ont un facteur de charge de 50%, au moins, il en découle qu'il y a 68% de chances qu'un des quatre réacteurs ait une capacité de fonctionnement bien moindre que prévue. Et une centrale dont les performances sont faibles exige d'importantes réparations, ce qui ajoute encore aux coûts de production de l'électricité.

Quelle comparaison effectuer avec les centrales à charbon, l'alternative la plus courante au nucléaire ? se fondant sur des évaluations des coûts de construction, *Komanoff Energy Associates* prévoit que les centrales nucléaires actuellement en construction produiront de l'électricité à un prix de 25% supérieur aux centrales utilisant du charbon. Les coûts estimés se rapprochent seulement quand il s'agit de grandes centrales. Les désavantages du nucléaire sont plus grands quand les unités sont de plus faible puissance. Donc pour le PED, la moyenne des coûts de production du nucléaire, comparativement au charbon, est nettement plus élevée ; d'autant plus que le facteur de charge dans les PED est inférieur à celui estimé pour la comparaison aux Etats-Unis.

Ces constats indiquent que les centrales nucléaires dans les PED opèrent très certainement à un taux d'efficacité économique significativement inférieur à la moyenne mondiale. Le coût en capital par

Kw installé est donc plus élevé et, à partir de l'expérience passée, le facteur de charge sera bien inférieur. De plus, le coût futur de l'électricité produite par des centrales nucléaires dans les PED excèdera nettement celui de la production des centrales au charbon, bien que la comparaison dépende, évidemment, du prix du charbon dans chaque PED en particulier.

Sécurité et environnement

La façon dont un PED est capable de répondre aux exigences de sécurité et de protection de l'environnement est aussi un élément à prendre en compte pour déterminer la pertinence d'une option nucléaire. Le principal danger, pour l'environnement, au cours du fonctionnement normal d'une centrale, consiste dans l'émission de petites quantités de substances radioactives, dont certaines sont difficiles à contrôler. Bien que le niveau de radiation qu'implique l'opération normale d'une centrale ne soit pas censé dépasser les taux d'exposition acceptés, un contrôle permanent est nécessaire pour détecter des émissions radioactives anormales et plus élevées. Un contrôle est aussi indispensable pour évaluer l'exposition des travailleurs de la centrale au cours de leurs activités quotidiennes, et spécialement lors des travaux de réparation. Et des moyens sont nécessaires pour traiter des déchets, tels que des habits ou des outils, faiblement contaminés par des matériaux radioactifs. En cas d'accidents, toutes ces exigences sont autrement plus impérieuses.

Si l'accident de Tchernobyl (Ukraine, 26 avril 1986) s'était produit dans un PED, il aurait causé des dégâts bien plus graves que ceux déjà très substantiels qu'il provoqua en URSS et en Europe.

Les réponses à un questionnaire (de l'AIEA, en 1979) ne sont pas rassurantes. Dans tous les pays, soit disposant déjà de centrales, soit futurs candidats au nucléaire, les moyens (selon l'AIEA) pour répondre à un grave accident étaient jugés insuffisants... Quand bien même leur degré de préparation se serait amélioré depuis lors, il apparaît que les PED, y compris ceux où les centrales fonctionnent déjà, seraient incapables de faire face à un sérieux accident, avec de fortes émissions radioactives, en l'absence d'une aide massive venant de l'extérieur.

Le problème des accidents

Un accident nucléaire sérieux nécessite une évacuation rapide de toute une zone. A Tchernobyl, quelque 135 000 personnes furent évacuées. Aux Etats-Unis, les firmes en charge d'une centrale doivent faire la démonstration, au moyen d'exercices tests, de leur capacité à évacuer une zone



ayant un rayon de quelque 80 kilomètres autour de l'usine. Une telle évacuation doit être rapide : une demi-heure depuis le moment de l'alarme. Aux Etats-Unis, il fut établi qu'il était difficile de mettre au point des plans d'évacuation acceptables. Un facteur contribuant à ces difficultés réside dans la densité de population aux environs de la centrale. Et la majeure partie des PED ont des densités de population supérieures à celle des Etats-Unis. Ils auront donc vraisemblablement, plus de difficultés à organiser des évacuations. Les moyens de transport automobile représentent un facteur essentiel pour évacuer une région autour d'une centrale et ils sont décisifs pour une réponse suffisamment rapide. Les PED ont de grandes déficiences en la matière par rapport aux pays industrialisés. Aux Etats-Unis, en moyenne, il y a 3,4 sièges de transport automobile par personne... Dans la plupart des PED, y compris ceux qui font déjà fonctionner des centrales, les transports disponibles assurent moins d'un siège pour dix habitants.

L. Fitz, qui sert de consultant auprès de l'AIEA pour le programme nucléaire de Corée du Sud, démontra que les gouvernements coupaient systématiquement les ressources budgétaires des agences chargées de la surveillance et n'accordaient pas d'importance à ce que leurs ingénieurs reçoivent la formation adéquate pour les mesures de sécurité, pour la gestion des déchets radioactifs et pour le contrôle de l'environnement... La Corée du Sud, tout en misant sur le nucléaire, n'a pas été très attentive en matière de sécurité. En 1983, elle avait trois centrales nucléaires en fonction et six en construction... Plusieurs des procédures de sécurité essen-

tielles n'ont commencé à être prises qu'en 1979, après l'accident de Three Mile Island (USA - mars 1979). Et, en 1982, la Corée du Sud n'avait encore que 20 inspecteurs de sécurité sur les 40 exigés par ses règlements gouvernementaux.

Le développement économique

Des études de la Banque mondiale indiquent que les PED doivent consacrer de 7 à 8% de leurs investissements pour accroître leur capacité de production d'électricité s'ils veulent avoir un taux de développement économique satisfaisant (selon les critères de la Banque mondiale). Mais étant donné le manque d'efficacité de l'énergie nucléaire, comparativement aux autres moyens de produire de l'électricité, la Banque affirme qu'un déplacement de l'énergie conventionnelle vers l'énergie nucléaire exige d'accroître la dépense de 10 à 12% du total des investissements.

Ceci représente une charge très lourde, spécialement à un moment où les PED croulent sous le poids de dettes croissantes. On pourrait toujours argumenter qu'une telle dépense additionnelle vaudrait la peine si l'investissement dans la production d'énergie nucléaire contribuait grandement au développement économique d'ensemble. Mais est-ce le cas ?

Apparemment, dans les PED, l'électro-nucléaire n'apporte pas la contribution au développement économique qui est attendue pour une source d'électricité. Les raisons de ce manque de corrélation entre le nucléaire et le développement économique dans les PED peuvent être saisies à partir de ce qui est connu des motivations qui

poussent à l'adoption de tels programmes.

(Laissons de côté les motivations qui relèvent davantage de choix militaires). Il y a un problème intrinsèque à l'énergie nucléaire : à la différence de la production électrique conventionnelle, l'électro-nucléaire ne peut pas être directement intégré dans un processus de développement économique. Une raison en est que l'aide apportée à un PED, dans le but explicite d'y introduire l'électro-nucléaire, ne possède pas un impact sur la capacité du pays à se développer. Beaucoup des exigences techniques requises pour un programme nucléaire sont si particulières qu'elles sont de peu de valeur pour d'autres secteurs de l'économie. Même une qualification aussi courante que celle de soudeur exige des modifications importantes dans la construction nucléaire et ne peut être facilement utilisée ailleurs. Ceci a été reconnu par un rapport récent de l'AIEA sur le statut de l'énergie nucléaire : "*La complexité technique d'un programme nucléaire, les besoins très élevés d'investissements et les conséquences économiques d'un échec dans le fonctionnement, ainsi que les exigences de protection, tout cela exerce une contrainte sur l'infrastructure nationale qui est particulière à l'énergie nucléaire et qui ne se rencontrera vraisemblablement pas dans un autre contexte.*" (Vienne, 1984).

Des alternatives à l'énergie nucléaire

En outre, l'énergie nucléaire offre peu d'avantages secondaires pour le reste du système productif des PED. Les utilisations productives de l'énergie nucléaire sont limitées au test par rayon gamma de

structures métalliques, aux mutations induites par radiation de certaines plantes, à la stérilisation par radiation... Au contraire, les énergies alternatives ont de très nombreuses utilisations secondaires. La production de panneaux solaires stimule la production nationale de verre, de métal, de plastique en général ; la production de cellules photovoltaïques offre une entrée vers la production de semi-conducteurs...

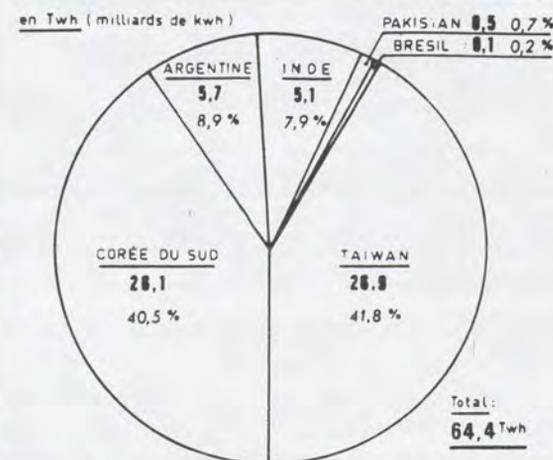
Une menace terrible pour l'environnement

Donc, sous presque tous les angles, l'énergie nucléaire est une énergie très inappropriée à la production d'électricité pour les PED. Elle est non économique ; elle exige souvent des réacteurs d'une puissance incompatible avec la puissance modeste du système de production énergétique national ; elle est une menace d'accidents terribles pour l'environnement, alors que ces pays ne sont absolument pas préparés à y répondre (pour autant qu'on le puisse) ; et, contrairement à l'électricité en général, elle n'apparaît pas comme contribuant au développement économique des PED. Le fait que le nucléaire ait été introduit dans les PED représente moins la preuve qu'il est une source d'électricité adéquate qu'il n'offre la confir-

mation de sa valeur militaire, du prestige et du pouvoir qu'en retirent certains et des pressions pour le vendre provenant de l'industrie nucléaire des pays industrialisés.

Les centrales au charbon semblent prometteuses, car elles peuvent produire de l'électricité à meilleur prix à court terme, si les conditions locales le permettent. Mais, en dernière instance, toutes les sources d'énergie non renouvelables - telles que le charbon, le gaz naturel et l'uranium - sont sujettes à des augmentations des coûts de production, et dès lors de prix, lorsque les réserves s'épuisent et sont d'accès plus difficile. La meilleure alternative aussi bien à l'énergie produite par des combustibles fossiles que par le nucléaire, c'est l'électricité produite par des sources renouvelables. L'énergie hydroélectrique en est une, mais le nombre de sites favorables est limité. En outre, à cause de son fonctionnement

RÉPARTITION DE LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ NUCLÉAIRE DES PED EN 1986



Total : 64,4 Twh produits par 22 réacteurs, soit 4,3 % de la production électronucléaire de l'ensemble du monde (1 500 Twh et 394 réacteurs).
NB : Les 4 premiers producteurs des PED : Taiwan, Sud Corée, Argentine et Inde, avec une puissance installée de 12 244 Mw, soit 94 % des PED, ont fourni 63,8 Twh, soit 99,1 % de la production électronucléaire des PED.

source centrale et il en découle que de vastes dépensés ne sont pas nécessaires avant que l'électricité ne puisse être produite.

Dans les PED la production d'électricité centralisée tend à servir prioritairement les zones urbaines et les industries. Une partie importante de la population vit dans les zones rurales, l'électricité est soit absente soit produite par des génératrices fonctionnant avec de l'essence ou du mazout, source très coûteuse d'électricité. Quand elle est disponible dans les zones rurales, l'électricité est utilisée presque exclusivement pour s'éclairer, pour la communication et pour des pompes à eau. Ce type de besoins peut être satisfait par de l'électricité produite par des cellules photovoltaïques, à un coût qui est nettement inférieur à l'électricité produite par des génératrices.

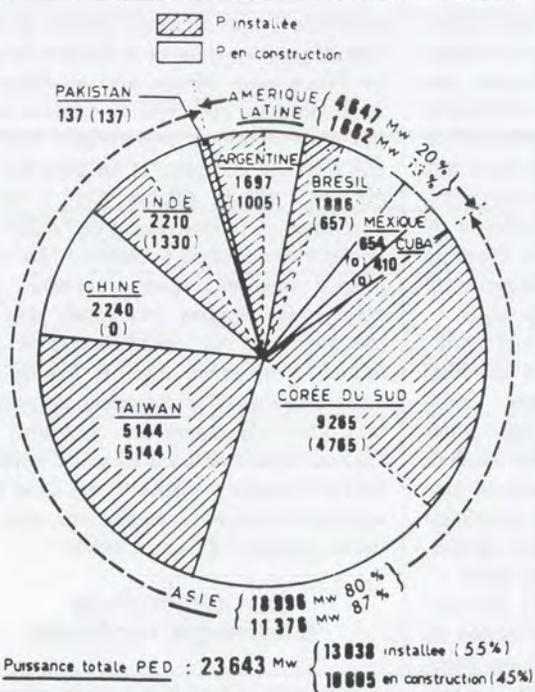
L'énergie solaire

Diverses entreprises américaines et japonaises annoncent maintenant des cellules photovoltaïques, faites avec du silicium amorphe, qui devraient atteindre dans quelques années, en tenant compte des niveaux de production anticipés, le prix de 1 dollar par watt à l'ensoleillement maximum. A ce prix, les cellules photovoltaïques pourront concurrencer au plan du prix la production d'électricité nucléaire, spécialement lorsque cette dernière exige la construction d'un nouveau réseau de distribution.

De nombreux PED se trouvent dans des zones tropicales et subtropicales soumises à un niveau élevé d'ensoleillement

RÉPARTITION PAR PAYS DE LA PUISSANCE ÉLECTRONUCLÉAIRE INSTALLÉE OU EN CONSTRUCTION DANS LES PED

(Situation à la fin de 1986 ; les chiffres entre parenthèses dans les secteurs du graphique concernent la puissance installée seule)



NB : Ne sont pas pris en compte, dans les réacteurs en construction, ceux dont la réalisation, l'achèvement ou la mise en service sont compromis ou au moins largement différés (Iran, Libye, Philippines et pour le Brésil Angra-III, pour le Mexique Languna-Verde-II).

Brésil, un bilan désastreux

Le 4 septembre dernier, le président Sarney révélait l'existence d'un programme nucléaire parallèle qui a réussi à produire de l'uranium enrichi jusqu'au taux de 3%. C'est le taux nécessaire au fonctionnement des centrales nucléaires du modèle le plus courant. De là le programme va se poursuivre vers des taux d'enrichissement plus élevés... (Le Brésil a de grosses réserves de minerai d'uranium dans son sous-sol).

Jusqu'à cette révélation, on connaissait au Brésil d'une part le programme nucléaire scientifique banal des universités, chapeauté par la vénérable Commission nationale pour l'énergie nucléaire, la CNEM, fondée dans les années cinquante, et d'autre part un ambitieux programme de construction de centrales nucléaires, basé essentiellement sur un accord conclu en 1975 avec la République fédérale d'Allemagne. L'Etat brésilien et la Kraftwerk Union (KWU, filiale de Siemens) créaient ensemble l'entreprise Nuclebras. La Nuclebras projetait la construction de 8 centrales nucléaires de fabrication allemande, et la mise au point du procédé dit du "jet en tuyère". Les centrales nucléaires KWU devaient s'ajouter à une centrale Westinghouse, la centrale Angra 1, achetée clé en main aux Américains à la fin des années soixante.

Le bilan de ce programme est désastreux. Angra 1, qui devait entrer en service en 1977, n'est entrée en service qu'en 1982 et n'a fonctionné depuis, qu'occasionnellement telle qu'elle est défectueuse. Des centrales KWU, seules Angra 2 et Angra 3 sont en chantier et ces chantiers sont arrêtés. La récession économique qui a frappé le Brésil dès 1980 a transformé l'ambitieux programme en gouffre de dettes. Nuclebras aura besoin de 5,8 milliards de dollars supplémentaires rien que pour achever Angra 2 et 3, dont 4 milliards qui ne serviront qu'à payer les intérêts des emprunts antérieurs. On a renoncé aux 6 centrales suivantes.

D'ailleurs le Brésil a des ressources hydroélectriques dont

le développement en cours devrait suffire au moins jusqu'en 2016. Les progrès de l'enrichissement par "jet en tuyère" ont été bien lents. On n'a atteint qu'un taux de 1,1% et monter jusqu'à 3% coûtera encore des fortunes. En bref, une faillite pitoyable qui n'a servi qu'à transférer de l'argent brésilien dans les poches allemandes.

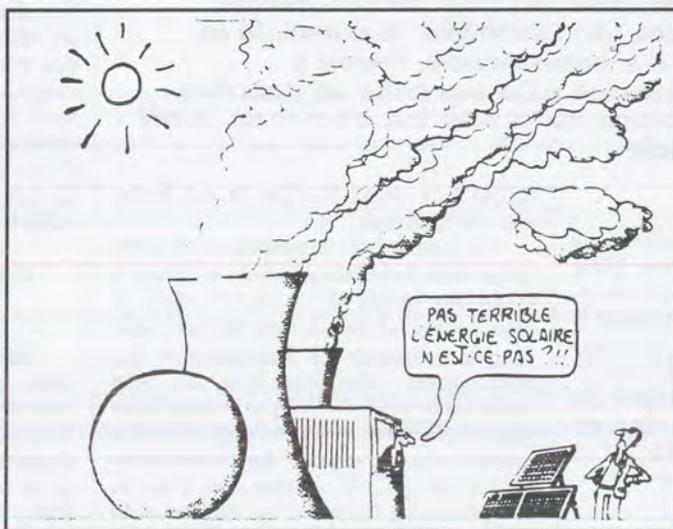
Le programme parallèle révélé par Sarney a, lui, été mis en œuvre secrètement par la CNEM et les militaires dans les années soixante-dix. Il n'a pas visé des centrales civiles mais des réacteurs pour de futurs sous-marins atomiques. Il s'est basé sur une technologie d'enrichissement de l'uranium

éprouvée, l'ultra-centrifugation, achetée à une entreprise allemande en 1953 et dont les Américains ont empêché le transfert au Brésil tant qu'ils occupèrent l'Allemagne, c'est-à-dire jusqu'à la fin des années cinquante.

L'accident qui s'est produit à la fin septembre au Brésil met en relief l'importance d'avoir une infrastructure et un souci suffisants en ce qui concerne les mesures de sécurité dans la manipulation de l'énergie nucléaire, dans tous les domaines où elle est utilisée.

Ce sont au moins 243

personnes, dont de nombreux enfants, qui ont été sérieusement exposées à de grandes quantités de radiations de césium-137 provenant d'un équipement médical abandonné sur une décharge publique. Les capsules scellées ayant été brisées, une poudre phosphorescente et hautement contaminatrice s'est répandue. Un mois après trois personnes mourraient et de nombreuses autres étaient toujours hospitalisées. Les techniciens chargés d'évacuer ces déchets et les agents hospitaliers qui se sont occupés des victimes n'avaient que de piètres équipements et se sont trouvés, à leur tour, exposés aux radiations. Le Dr. José Goldenberg, de l'Université de Sao Paulo, soulignait : "Le contrôle sur les équipements radioactifs est pratiquement inexistant". ■



exigé par les cellules photovoltaïques. De plus, ces techniques (y compris des piles rechargeables par des panneaux solaires) peuvent être appliquées à des utilisations d'une grande importance dans les PED, en quantité limitée mais avec succès.

L'énergie solaire n'est pas seulement une bonne alternative à l'énergie nucléaire ; plus fondamentalement elle est incompatible avec cette dernière. L'énergie solaire possède un bon rendement au niveau des coûts quand elle est décentralisée (taillée pour la demande locale et sans système de distribution coûteux).

Au contraire, les systèmes conventionnels de production d'énergie, et avant tout, ceux incluant des centrales nu-

cléaires, se fondent sur de très grandes centrales desservant des lieux très dispersés.

Un choix difficile

L'incompatibilité provient du fait qu'un PED qui s'engage sur un programme d'électrification doit choisir : si l'engagement est pris de développer un système décentralisé, les gigantesques dépenses pour un réseau et des centrales nucléaires deviennent inutiles.

La valeur de chaque forme d'énergie pour le développement de l'économie et la défense de l'environnement d'un PED ne peut être déterminée qu'en comparant

l'impact de formes alternatives d'énergie. Une nouvelle agence internationale est donc nécessaire qui puisse traiter complètement de toutes les formes d'énergie (et pas seulement du nucléaire comme l'AIEA, lobby pronucléaire). Une approche raisonnable réside dans une collaboration internationale en vue d'une utilisation élargie de l'énergie sous la forme la plus appropriée au développement de son économie et à la qualité de son environnement. Si ces critères sont utilisés, il n'y aura pas de place pour l'énergie nucléaire dans le tiers-monde. ■

Mars 1987

Féminisme irlandais : un modèle différent

Le troisième congrès inter-disciplinaire sur les femmes s'est tenu en Irlande, à Dublin du 6 au 10 juillet dernier. Près de mille femmes y participaient, venant pour la plupart d'Europe et d'Amérique du Nord, mais aussi des pays du tiers-monde. L'article suivant, paru dans *An Réabhlóid* le journal de la section irlandaise de la IVe Internationale, People's Democracy, est la contribution faite par cette organisation à la conférence, contribution qui a pour but d'ouvrir un débat sur le féminisme en Irlande.

Sue PENTEL

LE FÉMINISME IRLANDAIS est à la croisée des chemins. Depuis 1983, les femmes ont subi une série de revers sur le droit à l'avortement et le divorce, elles sont aujourd'hui confrontées au chômage, à la récession et aux licenciements. Les prisonnières politiques de Mghaberry Gaol, en Irlande du Nord, subissent toujours les humiliations et la dégradation de l'emprisonnement.

Deux modèles de féminisme

C'est pourquoi il est important d'examiner le développement du féminisme irlandais et les relations qu'il entretient avec la principale question politique qui se pose à l'heure actuelle à la classe ouvrière irlandaise : une question nationale non-résolue et la partition de l'Irlande en deux Etats instables et réactionnaires.

Si l'on regarde bien, on pourrait schématiquement dire qu'il existe deux modèles de développement du mouvement féministe. Premièrement, un modèle européen, avec un mouvement important, deuxièmement, un modèle latino-américain, avec des femmes participant aux luttes de masses révolutionnaires sur ce continent.

Nous pensons pour notre part, que nous devons analyser les particularités des problèmes auxquels sont confrontées les femmes en Irlande. Regarder les modèles européens et latino-américains peut être riche d'enseignements, mais le féminisme irlandais doit trouver sa propre voie. Dans notre approche pour analyser l'oppression des femmes en Irlande et les réponses à y apporter, nous utilisons la méthode marxiste qui situe l'oppression des femmes dans l'apparition de la société de classe et place fermement la responsabilité de lutter contre cette oppression dans les mains de la classe ouvrière. En Irlande, un pays dominé par l'impérialisme britannique, cette responsabilité échoit à

la fois à la classe ouvrière et aux forces anti-impérialistes.

Le mouvement féministe en Irlande surgit dans la montée générale des luttes à la fin des années 60. Toutefois, dans ce pays, ce mouvement a toujours été faible et peu nombreux en comparaison des mouvements féministes dans les pays capitalistes avancés. Afin de comprendre cette différence, nous devons examiner quelles sont les racines des mouvements de femmes qui sont apparus avec force en Angleterre, en Europe et en Amérique du Nord.

Ces mouvements étaient essentiellement basés sur la contradiction entre d'une part, le niveau d'études et l'entrée sur le marché du travail d'une couche très large de jeunes femmes des couches moyennes, produit du boom d'après-guerre et d'autre part, leur rôle dans la famille. Dans un sens, le féminisme, un mouvement de femmes organisées de façon autonome autour de leur oppression en tant que sexe, peut être caractérisé par son rejet de la famille. C'est pourquoi, internationalement, les féministes ont donné la priorité aux questions en rapport avec le rôle des femmes dans la famille, la sexualité, la reproduction, etc.

Les particularités de la société irlandaise

Mais les pré-conditions sociales et économiques pour une radicalisation similaire des femmes des couches moyennes n'existent pas en Irlande. De plus, existent de puissants obstacles politiques et idéologiques au développement des idées féministes au sein de la société irlandaise. Ils sont le produit direct de la domination impérialiste, qui se reflète dans l'arriération de l'économie, le rôle idéologique de l'Eglise et les effets de la partition du pays.

A cause de ces particularités de la société irlandaise, le mouvement des femmes qui existe est petit et fragmenté.

Il est absolument clair que ce petit noyau ne transcendra pas en un mouvement féministe quasiment de masse comme ce fut le cas en Europe et qu'il serait erroné de transposer le modèle féministe européen à la société irlandaise.

Mais si la domination impérialiste est la clé pour comprendre le sous-développement économique et social, il ne faut pas pour autant négliger le rôle de l'Eglise. La partition imposée a entraîné la création de deux Etats artificiels. Le lieu commun selon lequel les femmes du Nord vivraient dans une société "libérale" est totalement faux. La domination de l'éthique moyennageuse des unionistes d'Ulster sur le Stormont Parlement (1) (rappels par exemple qu'ils étaient pour la fermeture des jardins publics le dimanche) a eu les mêmes conséquences pour les femmes des six comtés (le Nord) que celle de l'Eglise catholique dans les 26 comtés (le Sud). Au Nord, le droit au divorce était très sévèrement restreint, l'avortement et l'homosexualité illégaux, les possibilités de garde d'enfants pour les femmes qui travaillaient quasi inexistantes.

Des problèmes similaires dans les deux Etats

Bien que des réformes aient été effectuées sous l'administration directe de la Grande-Bretagne, après l'abolition du Stormont Parlement, notamment dans le domaine du divorce, de l'homosexualité et de la violence domestique, dans les deux Etats, l'avortement est toujours illégal, et les problèmes économiques et sociaux que doivent affronter les femmes sont très similaires.

L'oppression des femmes est commune aux deux Etats. Si la partition a créé deux entités politiques et légales distinctes, elle a aussi divisé la classe ouvrière et les femmes. Nous devons lutter contre cette division et construire un mouvement des 32 comtés basé sur des objectifs communs.

Si l'on examine le rôle de l'Eglise dans la société irlandaise, il est identique à celui qu'elle joue en Amérique latine. Le pouvoir et l'influence de l'organisation religieuse est particulièrement forte dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, à cause de l'arriération économique et de la protection accordée à la hiérarchie religieuse par l'impérialisme. Dans de nombreux pays, comme en Irlande, il n'y a pas de séparation de l'Eglise et de l'Etat, et même quand il existe une séparation officielle, le dogme et les coutumes religieux demeurent très forts, bien qu'en Amérique latine, l'Eglise catholique et romaine soit en crise, divisée entre une aile pro-Vatican et une aile qui se réclame de la théologie de la Libération.

Le poids de l'Eglise et la force relative de l'unité familiale dans ce contexte (même si la famille n'est plus l'unité économique prédominante de la société irlandaise)

1) Nom du Parlement régional d'Irlande du Nord, suspendu en 1972 et remplacé par l'administration directe du Parlement de Grande-Bretagne.

daïse) pose un problème politique aux féministes de ces pays. Les grossesses non désirées posent en Amérique latine des problèmes aux dimensions catastrophiques pour des masses de femmes, mais qui ne les mobilisent pas. C'est aussi vrai en Irlande. Ainsi, les femmes ont moins de contrôle sur leur fonction reproductive que les femmes des pays capitalistes avancés. Si nous regardons qu'elle est la place des femmes dans la main-d'œuvre, nous voyons que la société irlandaise a ses spécificités. Bien que les femmes demeurent faiblement intégrées au marché du travail, leur position est toutefois moins précaire en comparaison de la majorité des pays sous-développés. Des statistiques récentes montrent que la main-d'œuvre est à 27,6% féminine dans les 26 comtés, alors que la moyenne est de 37,9% pour la communauté économique européenne. En Irlande du Nord, l'emploi des femmes est identique à la moyenne de la CEE, c'est-à-dire 37% environ.

Comme en Amérique latine

Bien que la place des femmes se soit renforcée sur le marché du travail, leur rôle dans les syndicats est moindre qu'en Angleterre par exemple, en terme de positions dans les syndicats, de commissions femmes, etc., bien que les femmes aient été en pointe dans des luttes importantes comme celles des vendeuses des magasins Dunnes (2) et les protestations contre les coupes budgétaires dans la santé. Quand nous regardons quelle est la participation des femmes aux luttes de la classe ouvrière, elle est analogue aux expériences latino-américaines.

Historiquement, les luttes des femmes en Amérique latine se sont développées en relation étroite avec le mouvement social en général. Confrontées à une profonde crise économique, à la détérioration du niveau de vie et à la dégradation des droits politiques, les femmes ont dû y répondre. Des millions de femmes ont pris part aux luttes syndicales et paysannes. Dans le même temps, le développement des bidonvilles et des ceintures de pauvreté autour des villes a produit un mouvement populaire urbain composé pour l'essentiel de femmes.

Quant aux luttes sur les droits démocratiques, les femmes ont pris une part primordiale. Les comités de familles de prisonniers politiques et de disparus se sont formés dans différents pays d'Amérique latine, le plus connu étant les Mères de la place de Mai, qui sont devenues l'avant-garde du mouvement pour le rétablissement de la démocratie en Argentine. Les femmes se sont également organisées en masse pour assurer la simple survie économique.

En Irlande, les femmes ont joué un rôle dirigeant dans les luttes ouvrières et anti-impérialistes, notamment dans tous les moments de grande crise. Par exemple la Ligue des femmes pour la terre fut créée à cause de la répression qui s'était abattue sur la Ligue pour la terre, entièrement composée d'hommes. Fondée en 1881,



cette organisation comptait plus de 500 sections en 1882 et ce, grâce à sa politique militante de lutte contre l'éviction de leur terre des paysans paupérisés et d'organisation de comités indépendants dans l'ensemble du pays. Des sections enfantines furent également créées, leur fonction étant d'apprendre aux enfants l'histoire de l'Irlande.

Dans toutes les luttes importantes de la classe ouvrière irlandaise, les femmes ont été au premier plan, depuis leur participation à l'insurrection de 1916 dans l'armée des citoyens d'Irlande organisée par James Conolly ; dans la lutte pour le suffrage universel au travers de l'organisation de femmes du mouvement républicain, dans la formation des Comités d'action des familles (RAC) en soutien aux prisonniers politiques dans les six comtés, contre la politique de criminalisation du gouvernement britannique.

Remise en question des rôles traditionnels

Les RAC ont quelques similitudes avec les comités de parents de prisonniers et de disparus en Argentine et au Chili. L'activité des femmes à l'intérieur de ces comités est une extension directe de leur rôle dans la famille, elles y sont présentes en tant qu'épouses et mères.

En devant actives sur ces questions, les femmes remettent en question, en même temps, leur rôle familial traditionnel. Bien sûr, cela ne signifie pas automatiquement qu'elles deviennent des militantes féministes. Ici, la similitude s'achève. Bien que la forme d'action soit similaire, le développement politique des luttes de femmes en Amérique latine est beaucoup plus important, correspondant au niveau plus avancé de la lutte révolutionnaire sur ce continent.

Si dans certains pays latino-américains le féminisme demeure faible et isolé, dans d'autres, comme le Mexique ou le Chili, un réseau d'organisations féministes intégrant des femmes partie prenantes de luttes populaires comme des féministes, se développe.

La faiblesse du féminisme irlandais peut être liée à la grande faiblesse et au manque de développement de la lutte anti-

impérialiste irlandaise, et en particulier, à la faiblesse du marxisme révolutionnaire irlandais.

Si l'on compare la vie des femmes irlandaises à celles d'Europe et d'Amérique latine, on peut voir que l'Irlande combine des traits propres aux sociétés néo-coloniales et d'autres, caractéristiques des pays européens.

Le féminisme irlandais ressemble beaucoup plus aux petits groupes de féministes qui existent en Amérique latine, écrasés par les luttes sociales de masse où les femmes sont présentes. Malgré cela, l'existence du féminisme irlandais est elle-même due à la force et au poids du mouvement féministe dans les pays impérialistes.

Le féminisme est un mouvement international et nous devons en tirer force et soutien. C'est l'autonomie et l'indépendance du mouvement féministe qui lui ont permis, au départ, de se développer. Aujourd'hui, il ne s'étendra plus en se cantonnant dans un splendide isolement.

Bien qu'il soit encore faible, le mouvement féministe terrorise les hommes qui dominent les partis politiques bourgeois, qui dirigent l'Eglise, qui dirigent le mouvement syndical, qui dirigent le mouvement anti-impérialiste.

Bien sûr, cet effet provoque la crainte et a pour conséquence de cantonner les femmes dans leurs traditions différentes. Ce n'est que si le mouvement féministe est capable de se tourner hardiment vers la classe ouvrière et le mouvement anti-impérialiste, qu'il pourra commencer à briser ces barrières.

La place de ces dirigeants doit leur être disputée, et doit l'être sur des questions importantes pour les femmes comme le droit de choisir. Ce n'est qu'ainsi que les revendications pour la libération des femmes pourront être reprises centralement par le mouvement anti-impérialiste et le mouvement ouvrier. ■

Août 1987

2) En mai 1986, les vendeuses d'un supermarché Dunnes, à Dublin, se sont mises en grève pour boycotter les produits d'Afrique du Sud.

La Contra de l'intérieur

LES COMBATS ONT REPRIS le 7 novembre dernier au Nicaragua, le cessez-le-feu unilatéral proclamé un mois auparavant par les sandinistes ayant été suspendu. Il ne reste en vigueur que sur la côte Atlantique. Le nouveau statut d'autonomie n'a pas pu contribuer à rétablir la paix dans cette région et c'est ici que l'amnistie a eu le plus d'impact.

Arturo Cruz, Edgardo "El Negro" Chamorro, anciens dirigeants de la *Contra* ont décidé eux aussi de bénéficier de l'amnistie et de rentrer au pays avec force autocritiques. Plus symbolique qu'autre chose - les deux hommes n'ont jamais eu un grand poids dans la contre-révolution où le pouvoir réel est dans les mains des ex- de la Garde nationale - cette décision traduit néanmoins le désarroi d'une partie de la *Contra* après la signature d'Esquipulas, désarroi accru par l'embarras d'une administration américaine visiblement sur la défensive. La revue nicaraguayenne *Envio* a interviewé un de ces Nicaraguayens qui sont partis au Honduras, ont travaillé pour la *Contra* et sont revenus après l'amnistie d'Esquipulas. Lester Ponce n'était pas un grand chef comme Cruz ou Chamorro. Mais il n'était pas non plus un de ces nombreux jeunes qui, par exemple ont fui le service militaire après 1983 et composé de gré ou de force, les troupes de la *Contra*. Son témoignage, bien que truffé d'incohérences, de contradictions, voire de mensonges, apporte un éclairage intéressant sur le fonctionnement des troupes contre-révolutionnaires.

Lester PONCE : Le 17 août, j'ai été au central téléphonique d'El Paraiso. La ligne pour le Nicaragua marche, j'ai demandé ? On va essayer qu'on me dit. J'ai parlé avec ma maman. Elle me raconte tout sur Esquipulas et me demande : en décembre ? Non, je lui réponds, aujourd'hui on joue le va-tout. J'ai cherché Fabio. Il était deux heures et demie de l'après midi. Je suis venu ce jour-là. A cinq heures j'ai traversé la frontière par des passages sans contrôle de douane. Je suis venu avec ma femme et deux enfants et un autre gamin qui voulait aussi rentrer au Nicaragua qui était sorti parce qu'il fuyait le service militaire d'ici.

Comme tout le monde me connaissait dans la zone, j'ai été dans une maison pour chercher de l'aide. Ils m'ont aidé à passer la dame et nous avons dormi là, cette nuit. Dans la montagne, j'ai été me présenter à un poste de gardes-frontières : je suis machin du village truc, je viens pour ça et pour ça... Je veux que vous me mettiez en rapport avec la sécurité de l'Etat.

Les *compas* me demandèrent seulement : d'où tu viens ? Je viens "de l'autre côté", je réponds. Ah bon, me disent-ils, nous allons au poste de garde. Du poste de gardes-frontières ils m'ont emmené à la brigade 3-12 et de là au ministère de l'Intérieur. De là à Esteli puis à Managua.

■ **ENVIO** : Là, c'est la fin de l'histoire. Mais où est le début ? Pourquoi es-tu parti avec la contre-révolution ?

- C'est une drôle d'histoire bien longue. J'ai été combattant sandiniste. Mon père m'a inculqué des principes. Ma maison a été l'école politique où j'ai été et de ma maison je suis parti pour la montagne, dans la guérilla, le 2 août 1978. J'ai combattu. Après la victoire, j'ai été dans l'armée jusqu'à octobre 79 environ. J'en suis parti parce que je suis technicien d'administration d'entreprises et je considérais qu'à ce moment-là il était plus utile de venir travailler dans la partie économique, pour la reconstruction du pays. Au départ, j'ai commencé à travailler dans le secteur du bois.

Après trois mois, alors que l'entreprise était sur pied et qu'on était sur le point d'exporter et tout, ils m'ont envoyé un gars qui avait été dans la Garde nationale pour me remplacer. Ça été un coup très dur pour moi. Très très dur. Je suis parti.

■ **C'était un opportuniste.**

- Je sais pas ce qu'il était, mais la vérité c'est que beaucoup d'entre eux se déclaraient comme des purs socialistes,

mais moi je les connais même pas et je sais pas ce qu'ils sont. Mais ça a été un coup très dur pour moi. Après ça, j'ai été travailler dans les programmes de services sociaux. Après trois mois, j'ai vu que ça me plaisait pas. Je suis parti pour un temps. Je faisais l'aide de bus sur une ligne de transport et j'ai fini par aller à Matagalpa. En un an et demi, je suis arrivé à être directeur d'entreprise, le gouvernement m'avait donné des cours. Mais à Matagalpa, il y avait des situations qui ne me plaisaient pas du tout. Des privilèges de certains, des faiblesses comme celles contre lesquelles on avait lutté, les faiblesses du passé. J'avais rêvé des changements de la révolution. Et à voir ces faiblesses là... Ce sont des choses qui me faisaient mal. Des chocs personnels. Un jour, j'ai eu un problème et j'ai été fait prisonnier. J'ai pris trois mois. Je suis sorti en mars 1984.

Je suis reparti pour Ocotol, toujours en cherchant à aider quoi. Je crois que c'est ce qu'il y a de mieux en moi. Avec d'autres *compas*, nous avons commencé à travailler, en essayant de changer les choses, en essayant de prendre des mesures avec le peu de connaissances et les moyens que nous avions. Et c'est comme ça que la division a commencé. Pourquoi ? parce qu'il y avait pas mal de *compas* tor-dus. C'est la réalité. J'ai été un an et puis j'ai renoncé.

Au bout d'un an, j'ai commencé à travailler de manière indépendante, en coupant du bois dans la montagne. Alors là j'ai eu d'autres problèmes : que j'étais un *contra*, que mon travail dans la montagne c'était parce que j'étais un courrier, que j'étais dans la contre-révolution... En vérité, c'est faux. Un autre mois en prison ici à Ocotol. A la sortie, ils ont commencé à faire pression sur moi pour que je fasse du tort à certains éléments. A moi, ça ne m'a pas plu.

Un jour comme beaucoup, j'étais un peu soûlé et j'ai provoqué un problème avec la police. J'ai décidé qu'il fallait que je parte. Nous sommes en juillet 1985. Au départ, j'avais l'idée de partir pour les Etats-Unis. J'avais mon passeport et tous mes papiers en règle. Mais je suis d'abord sorti pour le Honduras, par des passages sans contrôle, en cherchant le chemin. J'avais beaucoup de ressentiment envers la révolution.

■ **Tu partais vers les Etats-Unis et tu es resté avec les contras ? Comment ça c'est passé ?**

- Tous ceux qui partent en douce pour le Honduras tombent prisonniers. Tout le monde. Sur tous, ils font une enquête. D'abord, les Honduriens enquêtent. Et immédiatement, tu passes à la FDN (Force démocratique nicaraguayenne, ndlr). Je suis tombé prisonnier de l'autre côté à cause de cette enquête. Etant avec la FDN, un vieil ami de la famille m'a sorti de là et directement, j'ai été impliqué. Parce que quand je suis arrivé à la base, j'ai rencontré des gens que je connaissais, des gens



d'ici, même des gens qui avaient été aussi dans la guérilla.

■ **Dans quelle base étais-tu ?**

- J'ai été dans le secteur de Capire, dans le département d'El Paraiso, dans les différentes bases qu'il y a là. C'était juillet 1985. Il y avait alors plus ou moins 8 000 "commandos", tous étaient au Honduras. A l'intérieur, il n'y en avait pas. Dans ce temps-là, je précise. Aujourd'hui, ils sont moins.

En arrivant j'ai eu l'impression des vieux campements de guérilla, mais organisés plus sérieusement. C'était une armée complète, avec tout. Une excellente armée pour ce qui est de la logistique, avec des "commandos" bien entraînés...

■ **Le "commando", c'est un soldat.**

- Oui, c'est le soldat de base, le bidasse exactement.

■ **Tu es donc resté avec les "commandos" ?**

- Non, moi on m'a emmené à un endroit qui s'appelle Commando stratégique, également au Capire. C'est là qu'il y a "l'Invisible", "3-80", les chefs quoi. Nous avons discuté sur mon arrivée, les raisons que j'avais, ce que je pensais d'eux... Dix jours après environ, ils m'ont fait appelé pour commencer le plan de travail.

■ **Et ils n'ont eu aucun doute étant donné que tu avais été dans la guérilla sandiniste ?**

- Eh bien non. Des gens de l'autre côté me connaissaient et m'ont donné leur aval. Mais c'est vrai que j'étais un cas exceptionnel. Dès que je suis arrivé, directement au Stratégique. Et déjà avec le plan de travail, en lien direct avec le Stratégique. Parce que d'autres responsables des renseignements, comme moi, passaient par des "ponts". San Marcos, demandait l'aval de Tegucigalpa, Tegucigalpa au Stratégique... Pour moi non, direct. Ça c'est passé comme ça, parce que j'ai eu l'aval, j'ai été épaulé. Et de là, on me confie le travail.

■ **Et quel travail as-tu eu ?**

- A moi, 3-80, c'est à dire Enrique Bermudez, le colonel de la garde de Somoza, me propose un travail de renseignements militaires. C'est pas n'importe qui, qui peut faire ça.

Il y avait trois lignes de travail. Premièrement, récolter toute l'information militaire sur la zone, contrôler tout ce qui est poste militaire, mouvement militaire. Deuxièmement, le suivi des chefs militaires, des dirigeants politiques et des dirigeants de masse du Front. Des membres importants donc. Et ensuite, créer un front étudiant démocratique dans la région I pour faire des grèves et des manifestations contre le gouvernement. Tout ce travail-là était dans ma zone.

■ **Et quel territoire recouvrait cette zone ?**

- Toute la zone en bordure de frontière, surtout dans la région I, plus ou moins 60 ou 70 kilomètres, depuis Las Dificultades jusqu'à Duyure. C'était ma zone. En plus,

j'ai même été parfois jusqu'à la Côte atlantique, Matagalpa, Jinotega... Quand il fallait faire tel travail, trouver tel contact, mais uniquement en appui de renseignements.

■ **Combien sont-ils dans la FDN à avoir ce même travail de responsable des renseignements ?**

- En réalité, je ne sais pas combien il peut y en avoir, mais ce qui est sûr, c'est que c'est une responsabilité par zone. Comme chef, ils m'ont donné deux types de papiers : celui de responsable des renseignements et un autre de couleur grise qui m'identifiait pour les forces armées honduriennes. Avec ça, tu n'as besoin d'aucun type de papier, d'aucun document pour te déplacer.

C'était ma garantie pour tout le Honduras et face à n'importe quelle autorité militaire. C'est un papier super-reconnu que n'ont que ceux qui ont des responsabilités. Un "commando" n'a pas ça, évidemment. Les "commandos" ne sortent pas de la base et quand ils le font, ils sortent avec une autorisation qu'on leur envoie depuis le Stratégique ou de la base elle-même. De là, ils vont aux services de l'Immigration du Honduras et on leur donne un permis provisoire pour qu'ils sortent seulement pendant le temps qu'on leur donne. Moi j'étais tranquille avec mes papiers, toujours habillé en civil.

■ **On dit que les gardes somozistes contrôlent la FDN**

- C'est sûr. Tous les postes de direction, tous les postes de commandement sont aux mains de ceux qui étaient gardes de Somoza. Ici, il n'y a pas de civil avec commandement. La situation est totalement contrôlée par Enrique Bermudez, 3-80. On peut dire : Tigrillo est commandant régional et alors ? La vérité, c'est que Tigrillo est commandant régional par son prestige, par le nombre de gens qu'il a, mais il n'a aucun commandement réel. Il ne décide rien. Et de plus, ce qu'ils lui ont fait démontre que ceux qui commandent ici, c'est la Garde.

■ **Qu'ont-ils fait à Tigrillo ?**

- Tigrillo est un civil. C'est-à-dire, ce n'est pas un garde. Il était combattant, il a combattu la Garde nationale. Il est de Yali, comme Coral et comme Douglas. Ce sont trois compagnons unis, de la même zone et avec un prestige incroyable. Ils étaient en conflit tous les trois, sur la façon dont était menée la guerre, sous la direction de la Garde, et de la manière dont ils pensaient eux qu'il fallait faire cette guerre, à cause de l'expérience qu'ils avaient quand ils combattaient cette même Garde. Des conflits, quoi. Des conflits pour le pouvoir. Quand la Garde a vu ça, qu'est-ce qu'ils ont fait à Tigrillo ? C'était un des hommes avec un des meilleurs commando régional, le "Rafael Herrera" avec trois ou quatre mille hommes. Qu'est-ce

qu'ils ont fait ? Ils ont commencé à acheter ses chefs de troupes de choc avec de l'argent. A celui qui gagnait cent, ils lui disaient : "écoute, frère, nous voulons arranger ta situation, c'est nous qui commandons ; voilà ton nouveau salaire, prends tes hommes, mets-toi indépendant". Ils lui ont ainsi enlevé ses forces.

En voyant ça, lui a continué à conspirer. Alors il l'ont emmené comme assistant du personnel au Stratégique, ce qui n'est pas n'importe quel poste. Mais il n'en n'est pas capable. Tigrillo est analphabète et écrit avec difficulté. Bien sûr, ils savaient qu'il n'était pas capable, alors ils l'ont emmené là, pourquoi ? Pour rabattre sa vanité, son ambition. Il était depuis 15 jours environ dans ce travail qu'il ne sait pas faire, ils lui envoient un "commando" qui le provoque et que Tigrillo tue. C'était un vieux "commando" qui combattait dans la FDN depuis cinq ou six ans. Tigrillo est automatiquement prisonnier et il est condamné à un an.

Après ça, Tigrillo n'est plus rien. C'est un "historique" mais il ne va plus dans la montagne. De la bagarre, il est resté handicapé et il ne peut plus aller dans la montagne. Il n'est plus un danger pour le pouvoir des gardes. Ils font des plans comme celui-là pour enlever le pouvoir des civils.

Coral a fini une jambe en moins. Les gardes du corps de Mike Lima, qui étaient gardes, lui ont tiré dessus. Une bagarre pour une camionnette et il est resté invalide. Maintenant il n'est plus rien. Qu'est-ce que peut faire dans une guerre un type invalide ? Douglas s'en est tiré parce qu'il est plus souvent à l'intérieur du Nicaragua, avec ses types que dans les bases. C'est pour ça qu'ils n'ont rien pu lui faire encore. Mais ces gardes qui dirigent ne vont jamais à l'intérieur. Ni Mack, le fameux Mack, Benito Bravo, qui était garde. Lui non plus ne va jamais à la guerre. Pour ce que j'en sais, les seules fois où il est "entré", il n'a jamais dépassé la frontière...

■ **Et dans ces rivalités, vont-ils jusqu'à s'entretuer ?**

- Quand je suis arrivé, on parlait beaucoup de la mort du commandant Suicide. Ce sont eux qui l'ont tué. Ils l'avaient accusé de vendre des armes à la guérilla salvadorienne, etc., etc. Mais la vérité c'est que le type avait du prestige et que les "commandos" en disaient beaucoup de bien quand ils revenaient de combattre avec lui. Ils l'ont éliminé lui et pratiquement toute son équipe.

C'est la Garde qui domine réellement. Et la Garde ne pardonne jamais à ceux qui ont pu jouer un rôle dans la chute de la dictature.

■ **Et ce contrôle total de la Garde, les "commandos" le connaissent ? Comme cela se reflète-il dans la troupe ?**

- Ça se reflète surtout dans le type d'enseignement politique qui est donné à



Adolfo Calero, l'un des dirigeants "civils" de la Contra (DR)

certaines cadres. Pas aux "commandos" qui ne sont rien du tout. Un jour par exemple, est arrivé au Stratégique un journaliste qui travaillait pour *Radio Impact* du Costa Rica et pour *Radio Libération*, Maria Travieso. Ils ont organisé une réunion dans le bureau de 3-80 et ils ont fait appeler les chefs de groupes et les commandants de troupes de choc. J'y étais, on m'avait fait appeler. On nous fait asseoir et ils commencent à passer une vidéo. Quand Robelo s'est rendu à Cuba, quand Cruz était dans le Groupe des douze, quand il travaillait pour les sandinistes, tout... Et que disait ensuite 3-80 aux petits soldats ? : "C'est ça que vous voulez, c'est ces piri (1) repentis que vous voulez ?" Tout ça pour créer la division, pour assurer sa base sociale, pour maintenir son pouvoir.

■ **Tu as entendu parler de Pastora Qu'est-ce que la FDN en pense ?**

- Ce que moi j'ai vu et entendu, c'est palpable. Pastora n'a jamais été et ne sera jamais l'un d'entre eux. Jamais. Parce qu'il est *piri*. Pendant un moment, il était question que probablement Pastora viendrait contrôler certaines situations de la FDN. Quelle bombe ! Et non et non et non ! Et dans le cas de Pastora c'est encore pire parce qu'ils sont jaloux sur le plan militaire.

Une arrivée de Pastora ferait beaucoup de mal à la Garde. C'est pour ça qu'ils le rejettent totalement. Pastora n'est pas et n'a jamais été un de leurs hommes de confiance. Pas plus que des *gringos*.

■ **Qui est au-dessus de Bermudez ?**

- Les *gringos*, indiscutablement. Au Stratégique il y a le bureau de la CIA, il y a les *gringos*. Ce sont eux qui décident. Les deux chefs qui sont au Stratégique, 3-80, Bermudez qui est le chef militaire et l'Invisible, Rodolfo Ampí, ex-lieutenant de la Garde, qui est le chef des services de renseignements, sont leurs subordonnés. Toutes les orientations et toutes les actions, ils les font toujours en accord avec les *gringos*.

■ **Et ce fut toujours ainsi ?**

- Toujours. La présence directe des *gringos*, dans les bases, dans les campements a augmenté depuis 1984, mais c'étaient eux qui décidaient de tout temps. Il y a eu aussi d'anciens combattants du Vietnam qui ont été avec les "commandos", se battre à l'intérieur du Nicaragua.

■ **Tu avais des relations dans ton travail avec les gringos ?**

- Non. Mes contacts étaient avec 3-80 et l'Invisible. J'avais peu de relations avec les *gringos*, mais je les voyais ici. J'ai vu ici des sénateurs républicains et démocrates, des représentants politiques des *gringos*. Tous passent par ici, ils visitent constamment le Stratégique.

(1) Abréviation de *piricuaco*, expression péjorative pour désigner les sandinistes.

■ Quelles sont les relations des Américains avec les "commandos" ?

- Ils s'intéressent beaucoup à eux. Pas tant à leur entraînement direct, en tout cas pour ce que j'en sais. Ils sont ici à un autre niveau. Ils sont là pour décider. Parce que quand ils veulent entraîner des gens à de nouvelles spécialités, ils les emmènent aux Etats-Unis. Directement. En novembre et décembre 1986 ils ont emmené des commandants de troupes de choc et des chefs de groupe pour les entraîner, mais aux Etats-Unis. Ils les prennent pour une période de deux mois. Les "commandos" des campements du Honduras, ils les aident, ils s'intéressent à eux. L'approche des *gringos* envers les "commandos" est différente de celle qu'ont les gardes.

■ Les gringos les traitent mieux que les Gardes ?

- Absolument. Et pourquoi ? Parce qu'eux savent bien qui fait réellement la guerre, qui la mène. Ce n'est pas Bermudez, ce n'est pas l'Invisible. Ce sont les "commandos", ceux qui reçoivent le moins. Les *gringos* le savent très bien.

■ Et les "commandos" savent-ils ce que Reagan dit d'eux, les "combattants de la liberté" ?

- Ces nouvelles là arrivent peu. Ici, on ne parle que de guerre, on ne connaît que la guerre. Mais parfois, arrivent des journalistes et on réunit les commandants, 30 ou 40, on leur passe un film de Reagan. Pour eux c'est une grande chose que de s'asseoir face à une télé et regarder une vidéo de Monsieur Reagan. Une très grande chose !

■ Mais les "commandos" ont quand même conscience que Reagan les aide beaucoup ?

- Ça bien sûr, du plus petit au plus grand. "Tant qu'il y a Reagan il y a la Contra", c'est le leitmotiv. Maintenant avec Esquipulas, qu'est-ce qu'ils disent : "peu importe qu'on nous dise de nous asseoir pour dialoguer et tout le reste, nous allons continuer à faire la guerre". Pourquoi ? Parce qu'il y a Reagan. Ici, on ne parle pas du "gouvernement des Etats-Unis". Ici, il y a Reagan. Ici, on dit : "Tant qu'il y a Reagan, on aura des billets".

■ Quelles sont les relations de la Contra avec les Nicaraguayens civils réfugiés qui sont dans cette zone ?

- En général, le réfugié est considéré comme *piri*, comme suspect d'être sandiniste. Il y a peu de relations entre les "commandos" et ces civils.

■ Et la FDN ne recrute pas des gens parmi ces civils ?

- Si bien sûr. Les services de renseignements et de contre-espionnage de la FDN visitent constamment les camps de

réfugiés pour y recruter. Il y a peu de volontaires, on leur force la main. De plus, beaucoup de ceux qui sont recrutés de cette manière se rendent quand ils vont au Nicaragua. C'est pour cela qu'ils disent que ce sont tous des *piris*. En juin 1986, ce fut le dernier recrutement de réfugiés dont j'ai eu connaissance. Les services de renseignements honduriens et les membres de la FDN firent une opération de recrutement général dans toute la zone d'El Paraiso et Danli. Bien entendu, la FDN fait toujours du travail parmi les réfugiés. Ils y ont des mouchards, des contrôles.

■ Quelle est la vie de ces civils réfugiés au Honduras ?

- Très difficile. Le plus qu'ils travaillent, c'est deux à trois jours par semaine. Ils gagnent trois lempiras (2 lempiras = 1 dollar, ndr) par jour et mangent du riz et des haricots. La situation est bien difficile parce que la situation économique du Honduras est bien critique. Et le Hondurien se plaint parce que le Nicaraguayen lui enlève le travail.

■ Ces Nicaraguayens sont légaux au Honduras ? Quel type de papiers ont-ils ?

- En vérité, la majorité d'entre eux se déplacent avec un permis d'immigration pour lequel ils payent 5 lempiras par mois. Parce qu'il est très difficile ici d'avoir une carte de séjour qui coûte quelque 600 lempiras. Aucun de ceux qui sortent du Nicaragua n'est en mesure de payer une telle somme.

■ Et maintenant avec Esquipulas, ils vont revenir au Nicaragua ?

- Beaucoup veulent venir. Beaucoup. Et ils viennent. Les gens ne veulent plus rester de l'autre côté. Et il y a pas mal de gens de l'autre côté ! Par exemple, tant de jeunes qui sont partis du Nicaragua pour fuir le service militaire pour tomber de l'autre côté dans "l'autre" service, celui de la FDN.

■ Et ces gens, de quoi ont-ils besoin pour se décider à revenir ?

- Eh bien Esquipulas aide énormément. L'amnistie d'Esquipulas...

■ Mais l'amnistie, elle existe depuis 1985 pour celui qui voulait revenir...

- Oui, bien sûr. Moi je savais qu'elle existait mais je ne voulais pas m'aventurer. Avec Esquipulas, c'est autre chose. J'ai l'impression qu'il y a plus de garanties. Et c'est pour beaucoup pareil. Mais ce qu'il manque surtout, c'est l'appui de la famille. Il faut que leurs familles qui sont ici au Nicaragua leur disent la vérité sur comment vont les choses ici. Bien sûr qu'on est à moitié foutu mais au moins on vit ici ! Là-bas, il n'y a même pas de lait

pour les enfants et souvent ils ne mangent pas. Ici, il y a des problèmes mais honnêtement, ce qu'on entend là-bas comme quoi ce peuple meurt à moitié de faim, qu'il n'a rien à se mettre... Moi, je suis venu et j'ai vu que tout le monde mange, que tout le monde est tranquille. Je ne croyais pas que c'était si tranquille. Ceux qui sont de l'autre côté doivent le savoir pour se décider à venir. Qu'ils ne soient pas une charge pour leur famille, que leur famille les appuie.

■ Et comment les réfugiés ont-ils été mis au courant de l'amnistie ?

- Eh bien ils écoutent. *Radio Segovia*, d'Ocotal a joué un rôle très important, en passant des messages, en donnant l'information de l'amnistie, des messages des familles d'ici à ceux de là-bas.

■ Et dans les campements de la Contra, on écoute aussi la radio ?

- Eh bien là-bas c'est plus difficile avec les "commandos". Parce qu'on ne peut écouter *Radio Segovia*. On te signale. Le problème c'est que les "commandos" ne peuvent pas chercher un passage parce que je l'ai fait pour franchir la frontière, parce qu'eux ne peuvent pas sortir du campement. La sortie, c'est la désertion et la désertion c'est la capture, ou bien...

■ On les tue ?

- On les tue.

■ Fusillés ?

- Non ici, on ne fusille pas. Egorvés.

■ Pour faire peur aux autres ?

- Parce que c'est la règle !

■ Et où vont aller les contras qui ne déposent pas les armes si Azcona applique Esquipulas et enlève les campements de la Contra au Honduras ?

- Personne ne parle de ça ici, personne n'y pense. Mais il va y avoir une désintégration totale. Ces gens vont rester par ici, comme bandits de grand chemin, je ne sais pas moi. Qui va leur enlever les armes ? Que vont faire tous ces gens ? Au Honduras ils n'ont aucun avenir... Je ne sais pas. Ils pourraient terminer au Salvador, dans l'armée de Duarte...

■ Pour revenir à autre chose, ce contrôle de la garde somoziste sur la FDN, cela ne t'a pas déçu quand tu t'es lié à eux ?

- Eh bien pas réellement. Parce que quand je suis parti du Nicaragua j'avais envie de faire des choses, mon ressentiment était tellement grand.

■ Tu as commencé à travailler avec la FDN. Avec quels résultats ?

- Mon travail consistait à collecter des informations militaires sur la région de Nueva Segovia surtout. D'autres préparaient les opérations... Prendre les contacts pour ce front étudiant... En mai 1986, la sécurité de l'Etat sandiniste découvre tout le réseau et le détruit. Et détruit tout mon travail. Ce fut un gros coup.

■ **A ton avis, comment travaille la sécurité sandiniste ?**

- Eh bien... Je sais des choses que je préfère ne pas dire pour ma propre sécurité, tant ici que là-bas. Mais elle travaille...plutôt bien.

■ **Dans ton travail de renseignement, tu as détecté des sandinistes infiltrés dans la FDN ?**

- Oui, il y en a. Et beaucoup sont restés jusqu'à deux ans dans les rangs de la FDN avant qu'ils ne les détectent.

■ **Ton travail avec la Contra, il a coûté la vie à quelqu'un ?**

- Que je sache, pas directement. Ce que je faisais c'était envoyer les informations de toute la Nueva Segovia pour qu'ils montent les opérations. Mais ils n'ont pas grande capacité pour faire ces choses correctement après...

■ **Donc, tu peux dire "je n'ai pas de morts sur la conscience" ?**

- Non je n'ai aucun poids, je ne me sens pas coupable. Si, l'attentat contre Yalagüina m'a fait et me fait beaucoup de peine. En mars 1986, la Contra a fait sauter la station électrique de Yalagüina qui approvisionne en énergie presque toute la région I...

■ **Et tu en es responsable ?**

- Ça, oui. J'ai passé l'information quelque trois mois avant qu'ils ne montent cette opération. Et en vérité, je ne pensais pas qu'ils allaient le faire. Ils avaient fait deux tentatives, mais ils n'avaient même pas pu s'approcher. Et cette fois-ci, ils firent entrer 120 hommes sous le commandement de Samuel du commando Nicaragua, ils firent sauter la station et en sortirent avec seulement un blessé... Ce sont des gars qui avaient suivi un entraînement dans les explosifs aux Etats-Unis, qui firent le coup.

■ **Quand tu as su que la station avait sauté, quelle a été ta réaction ?**

- Je vous l'ai dit, ça m'a fait mal. A cause de ce que cela voulait dire pour le pays et pour ma région surtout. En plus, j'ai travaillé à l'Institut nicaraguayen d'énergie (INE) avant de partir pour le Honduras ; j'étais délégué responsable et je sais parfaitement ce que signifie laisser sans électricité toute la zone. Quand ils l'ont fait sauter, j'ai pensé à tous les gens,

au village sans lumière, à la nourriture gâchée. Maintenant je crois que je n'ai jamais voulu faire cela. Pour les chefs bien sûr, ce fut une bonne nouvelle, un grand succès. En juin, ils firent une fête pour célébrer les coups les plus durs qui avaient été portés par la FDN aux sandinistes. Et le meilleur c'était celui de la station de Yalagüina !

■ **Et les crimes des contras, les assassinats de civils... Ça ne te dégoûtait pas non plus ?**

- En réalité, je ne les regardais pas. Si, peu de temps avant de quitter la FDN, j'avais vu un couple de petits vieux de la zone d'El Cua qu'ils avaient égorgés. Et en vérité... Tu vois ce sont des attitudes que nous avons toujours discutées avec d'autres membres de la FDN. Ce.a nous choquait. Il y a des gens qui ne partagent pas ce type d'attitudes

■ **Et pourquoi les permettent-ils ?**

- En vérité tout cela est provoqué par le manque d'éducation politique des "commandos". Pour eux tout le monde est communiste, tout le monde est *piri*, c'est comme ça qu'ils voient les choses. Quand ils attaquent un village, ils ne pensent pas qu'il y a là des enfants mais que tout le monde est communiste, point. Et les balles sont aveugles.

■ **Et quand ils entrent dans une maison de paysans et qu'ils les tuent ?**

- C'est pareil. La majeure partie de ces crimes, c'est pour des raisons d'intrigue, de vengeance. Celui qui ne sympathise pas c'est un *piri*. Et ils le tuent sur place.

■ **Et il n'existe aucune possibilité de contrôler cela, de l'éviter ?**

- C'est difficile. Réellement, on ne peut pas les contrôler. Actuellement, ils ont pris comme mesure, au moment des 100 millions, qu'ils devaient former une section des droits de l'Homme. Et dans chaque troupe, il y a un "droit de l'Homme". Mais il est exactement comme le "commando" ! Il a la même formation. Et que font ces "droits de l'Homme" ? Ils récoltent toutes les informations sur ces crimes et les présentent comme l'œuvre de l'armée sandiniste. C'est la seule chose qu'ils fassent. Il n'y a aucun progrès sur les droits de l'Homme dans la FDN. Tous les changements, c'est de l'esbrouffe. Moi, je n'ai rien vu de réel, de positif, je n'ai rien vu. Et même, personne ne veut être "droits de l'Homme". On leur donne quelques cours, ils reçoivent quelques recommandations, mais dans les faits, la réalité est tout autre. Il n'y a pas de contrôle, on ne peut pas les contrôler.

■ **Pourquoi as-tu décidé de sortir de la Contra ?**

- Ils ont commencé à faire campagne contre moi au bout de dix mois où je tra-



vaillais. Ils disaient que j'étais un infiltré de la sécurité sandiniste. Dès que je suis arrivé, ils disaient : "comment est-ce possible que ce *piri* vienne d'arriver et qu'il ait déjà un poste si élevé ?". La campagne des gardes devient plus virulente quand la sécurité de l'Etat du Nicaragua détruit en mai 1986 tous mes réseaux de travail. La campagne devient plus directe. En septembre de cette même année, je commets l'imprudence de profiter du passage de la torche de l'indépendance pour aller voir ma maman à la frontière. La FDN lui permet d'entrer. Et tout le monde disait "quels sont ses privilèges pour qu'il puisse voir sa maman ?" Parce qu'ils ne laissèrent personne d'autre. De là, ils confirment leur version que je suis un infiltré.

■ **Et à partir de ce moment-là, tu voulais sortir de la FDN ?**

- Non pas vraiment. Je voulais travailler. Mais les pressions commencent. Plus exactement les contrôles. Tu peux bouger mais en même temps, tu ne peux pas. On me surveillait personnellement. Et tu sais parfaitement qu'à la première faiblesse que tu auras, ici on ne réfléchit pas, on t'égorge sur place. C'est une tombe ici, il n'est pas question de réfléchir beaucoup, c'est une tombe. Ils ont commencé par m'interdire d'aller dans la zone frontière. Et j'ai été fait prisonnier le 4 novembre 1986.

■ **Comment as-tu été traité dans la prison ?**



- J'ai été attaché 11 jours, les yeux bandés, sans manger, sans dormir, nu. Au Commando stratégique, dans la zone qu'on appelle la PM, la police militaire. Là, ce n'est rien que des gardes, ceux qui protègent le Stratégique. Que des gardes, rien que des gardes.

■ **Tu as été frappé ?**

- Non, ça non. Parce qu'ils n'étaient pas très sûrs d'eux. Avant de me mettre en prison, ils m'ont passé par le détecteur de mensonges. C'est un petit appareil *gringo*. Ce sont ceux de la CIA qui le manipulent. Ils te font dix questions et tu ne peux répondre que par oui ou par non. Ils me l'ont mis le 21 septembre et ensuite, ils m'ont laissé libre et je suis retourné à El Paraiso. Mais ils ne m'ont jamais dit les résultats. En novembre, ils m'ont appelé, mais c'était pour me mettre en prison et pour m'interroger et pour l'enquête. Directement.

■ **Et sur quoi l'interrogeaient-ils ?**

- Sur toute ma vie avant. Les interrogatoires normaux. 3-80, l'Invisible, tous me suspectaient.

■ **C'étaient de bons enquêteurs ?**

- L'un d'eux était très bon, oui. Celui qui enquêtait sur moi est un garde qui s'était spécialisé sur le Front sandiniste dès sa fondation. Il faisait ce travail pour

Somoza, enquêter sur les sandinistes, et maintenant il est enquêteur au Stratégique. 3-80 et l'Invisible avaient menti aux "commandos" leur disant que j'étais parti faire un cours aux Etats-Unis. Mais j'étais prisonnier.

■ **Comment en es-tu sorti ?**

- Mon épouse savait que si je tardais plus de 5 jours pour retourner du Stratégique à El Paraiso, elle devait prévenir ma famille au Nicaragua que j'étais emprisonné. Parce que je vivais déjà en me préparant à tout moment à être arrêté. Alors ma maman a prévenu un oncle à moi qui travaillait à l'OEA (Organisation des Etats américains, ndlr) et qui fut officier de la Garde de Somoza, bien qu'il soit parti en 1954, précisément parce qu'il faisait partie d'un groupe d'officiers qui s'étaient soulevés contre Somoza. Voilà plus de trente ans qu'il travaille aux Etats-Unis pour l'OEA. Cet oncle a envoyé un ami au Stratégique et comme 3-80 connaît mon oncle et le respecte beaucoup, ma situation a automatiquement changé. Je suis sorti le jour de Noël. C'est 3-80 qui est intervenu directement.

■ **Tu es sorti totalement blanchi ?**

- J'étais en liberté, en li-ber-té. Parce qu'ils m'avaient retiré mes papiers et me surveillaient tout le temps.

■ **Et tu penses alors retourner au Nicaragua ?**

- Non pas encore. Pas du tout. Je prends la décision quand arrive l'Invisible et qu'il me confie une mission avec deux mois pour l'accomplir. Il fallait faire sauter la station de télévision de Quisuca. Je devais la faire sauter pour me refaire, pour démontrer que je n'étais pas un infiltré.

Mais ils me donnent la mission et je continue à être surveillé, j'étais sans moyens, sans appuis, sans papiers pour pouvoir me déplacer. Cette mission était un piège. C'est là que j'ai commencé à réfléchir. Et puis est venu Esquipulas. j'ai pensé que c'était le moment pour retourner au Nicaragua.

■ **Et tu n'avais pas peur des sandinistes ?**

- Non pas vraiment. Peut-être à cause de mes origines. J'avais même eu l'occasion de parler avec les *compas* qui étaient à l'origine des problèmes qui me décidèrent à partir du Nicaragua, et ils étaient tous tranquilles. Peut-être à cause du moment que vit le Nicaragua. Je pense que tout le monde a beaucoup appris.

■ **Quand tu t'es rendu, comment as-tu été interrogé par les autorités sandinistes ?**

- Je n'ai eu aucun interrogatoire.

■ **Tu t'attendais à quoi ?**

- Je m'attendais à un interrogatoire. Je suppose que c'est normal. Mais on m'a simplement dit : "Lester, vous êtes libre de parler de ce que vous voulez. Ici on ne force personne".

■ **Tu as demandé une protection ?**

- Non, absolument pas. Eux m'ont dit de faire attention, d'éviter de boire. De ceux d'ici, je n'ai pas peur. De ceux de l'autre côté, oui. Peut-être peuvent-ils me faire quelque chose.

■ **Et qu'est-ce qu'ils ont dit de ta sortie, ceux de la FDN au Honduras ?**

- Ils ont dit au début que je n'avais jamais travaillé pour eux, que j'étais un réfugié à qui l'on donnait une maison et à manger.

■ **Comment les choses se sont-elles passées quand tu as été remis à ta famille ? On dit que le Théâtre Segovia était archi-plein ce 23 août, et toi tu parlais aux gens....**

- Je me sentais comme une bête curieuse face à tous ces gens. Comme face à un jury. On se sent mal dans cette situation, très mal. Vous savez ce que c'est de présenter des excuses à des gens que l'on connaît ? Je me sentais très mal. Mais je leur ai présenté mes excuses du fond du cœur, parce qu'ils le méritent.

■ **Quelle fut la réaction des gens ?**

- Eh bien, ils m'ont démontré leur soutien. Des gens dont je n'aurais jamais pensé, n'est-ce pas... Cela m'a plus impressionné que tout ce que j'avais fait.

■ **C'est un peuple généreux...**

- Trop généreux, trop.

■ **Et si on t'appelait au service militaire, tu irais ?**

- Oui, j'irais. Et même, au début, quand j'ai vu qu'on me laissait en liberté, j'attendais l'arrivée de la convocation. Si elle arrive, j'y vais et cela ne me coûtera pas.

■ **Pour "laver tes fautes" ?**

- Non je ne pense pas que ce soit pour cette raison. Les choses militaires m'ont toujours plu. Et c'est mon devoir comme Nicaraguayen. J'irais sans problème.

■ **Et les gens te regardent bizarrement à Ocotul ?**

- Je crois que c'est moi qui trouve les choses bizarres. Parce que je suis toujours dans une période d'adaptation. ■

Une brèche dans la paix sociale

APRES LA FRANCE, en novembre-décembre 1986, l'Espagne et le Mexique en janvier-février 1987, l'Autriche puis la Grèce viennent d'être secouées par des grèves générales étudiantes.

Christophe DUPUY

C'EST DANS LE CONTEXTE de paix sociale et d'offensive tous azimuts du gouvernement de coalition entre le Parti social-chrétien et le Parti socialiste autrichien (OVP-SPO) contre les acquis sociaux que s'est déroulée la grève générale des étudiants d'Autriche. Si cette grève n'a pas permis d'obtenir le retrait des mesures prévues par le gouvernement, il n'en reste pas moins qu'une brèche vient d'être ouverte, montrant les possibilités de résistance au plan d'austérité.

Un faible taux de scolarisation dans le supérieur

Ce n'est que tardivement, sous le gouvernement Kreisky, qu'une politique volontariste d'augmentation des effectifs universitaires fut mise en place en Autriche. Mais très vite, ces velléités d'ouverture relative de l'université à un nombre croissant de jeunes, furent remises en cause par la crise et la nécessité, en Autriche comme ailleurs, de juguler l'augmentation des effectifs étudiants devenus incompatibles avec la réduction des budgets sociaux.

Le boom universitaire fut donc étouffé avant même d'avoir pris tout son essor, faisant ainsi de l'Autriche l'un des pays au plus faible taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur.

Les dispositions prévues par le gouvernement, pour la rentrée universitaire 1987-88 s'intégraient dans un projet global d'austérité prévoyant notamment la privatisation d'une série d'entreprises nationalisées à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale (la plupart des grands entreprises font partie du secteur public) avec toutes les conséquences prévisibles en termes de licenciements.

Le volet universitaire de ce plan d'austérité, outre les coupes sombres dans les budgets de fonctionnement des universités (enseignement, matériel, bourses sur critères sociaux, recherche) visait à remettre en cause les subventions allouées aux familles des étudiants. Ces subventions, d'un montant équivalent à 1200 francs par mois, étaient jusqu'à présent versées à

toutes les familles des étudiants jusqu'à 27 ans. En se proposant de ramener le versement de ces allocations à 25 ans, le gouvernement allait déclencher la plus forte mobilisation étudiante depuis quinze ans.

C'est le 19 octobre, à l'occasion d'une assemblée générale des étudiants de Vienne que le mouvement a débuté. Cette assemblée générale s'est rapidement transformée en assemblée de préparation de la grève. Les jours suivants, la grève s'étend rapidement à l'ensemble des universités d'Autriche et les lycéens eux-mêmes débrayent, malgré la répression des chefs d'établissement. Face à cette situation, le syndicat étudiant contrôlé par la droite se voit contraint de soutenir la grève générale.

Plus que d'un syndicat, il s'agit en fait d'une organisation corporative de tous les étudiants autrichiens, l'adhésion y étant obligatoire, et le syndicat assurant, avec les professeurs, la cogestion des universités. Profondément bureaucratifié, ce syndicat n'en dispose pas moins d'une infrastructure qu'il saura mettre en œuvre pour contrôler la grève générale. Le syndicat étudiant s'associait à la grève, deux légitimités se trouvaient rapidement en opposition comme représentation du mouvement. Celle portée par l'auto-organisation démocratique des étudiants en grève : assemblées générales, comités de grèves, coordinations locales et nationale, et de l'autre le syndicat, arguant de ses effectifs pour se poser en interlocuteur naturel du gouvernement.

À l'issue des grandes manifestations du 24 octobre, où des dizaines de milliers de jeunes descendront dans la rue, le gouvernement joue la carte de la négociation en trompe l'œil avec le syndicat en lui offrant de vagues promesses de dérogations pour le versement des subventions jusqu'à 27 ans aux étudiants poursuivant des études longues et confrontés au service national.

Isoler l'aile radicale

L'objectif du gouvernement est double, feindre le dialogue pour désamorcer la mobilisation et, dans le même temps, isoler l'aile radicale pour empêcher que le mouvement étudiant ne se transforme en mouvement général de contestation de sa politique d'austérité. Profitant d'un long week-end, le syndicat décide de briser la grève générale. Sans qu'aucune revendication n'ait été satisfaite, il appelle à la reprise des cours... pour ne pas entraver "les possibilités de dialogue ouvertes par le gouvernement".

Si l'opération du syndicat fut d'abord minoritaire, prouvant par là-même la profondeur du mouvement, celui-ci faute de perspective crédible de victoire à court terme, n'en refluera pas moins peu à peu au cours des deux semaines suivantes. L'étiollement progressif de la mobilisation puise sa source dans trois explications :

Les faiblesses du mouvement

- à la division entamée par le syndicat s'ajoute l'absence des syndicats ouvriers contrôlés par le parti socialiste, partie prenante du gouvernement. Les jeunes du PS après maintes tergiversations décidèrent de soutenir les revendications, mais sans jamais s'intégrer à la mobilisation.

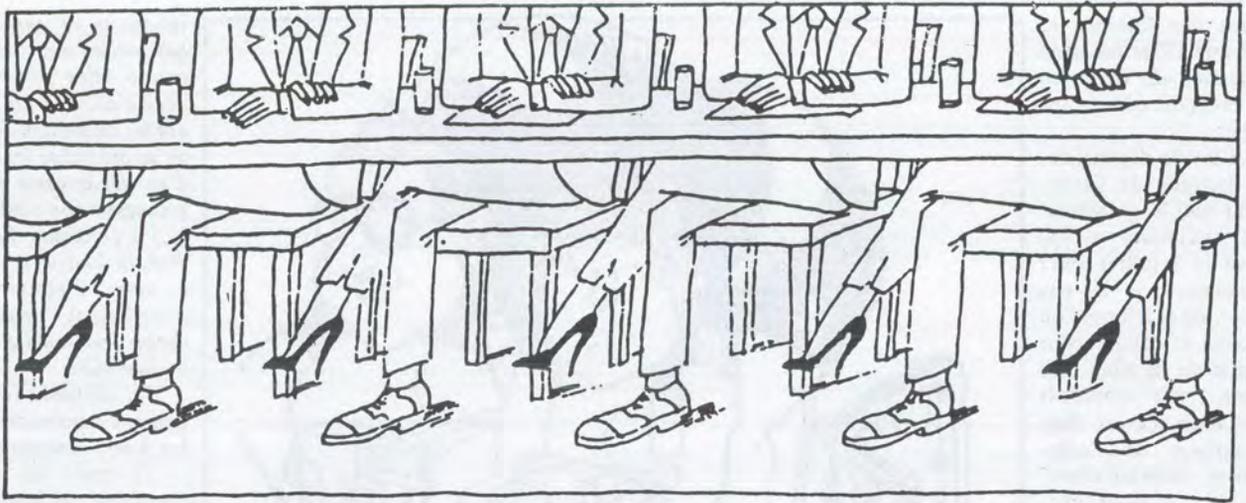
- la force de la mobilisation en termes de structures démocratiques au niveau local n'est toutefois pas parvenue à opposer un contrepoids unifié et national au syndicat et au gouvernement. Les deux réunions de coordination nationale des étudiants en grève furent plus des moments d'échange d'informations, sans parvenir à offrir des débouchés crédibles et unifiés face aux manoeuvres du syndicat et du gouvernement. L'absence de direction nationale, alternative au syndicat et contrôlée directement par les étudiants et la faiblesse des traditions d'auto-organisation conjuguèrent leurs effets au moment où la mobilisation se trouvait à un tournant.

- partie intégrante d'un projet global d'austérité, les mesures auxquelles s'affrontaient centralement les étudiants supposaient un rapport de forces supérieur, notamment par l'extension du mouvement de contestation à d'autres secteurs sociaux et aux travailleurs. Céder sur le volet universitaire de son dispositif, c'était pour le gouvernement, laisser s'ouvrir une brèche pour l'ensemble des secteurs de la société frappés par l'austérité. La tenacité du gouvernement fut à la hauteur des enjeux ouverts par la grève générale.

La jonction nécessaire avec les travailleurs, pour résister efficacement au gouvernement de coalition, la nécessité de se doter de structures démocratiques de grève, tant au niveau national que local, le bilan du syndicat et la nécessité de poursuivre la mobilisation, sous d'autres formes, en continuant à faire vivre les "groupes de base" qui ont animé localement la grève générale, les moyens en mettre en œuvre pour contester à la droite la représentation syndicale des étudiants, autant de questions qui furent débattues à une échelle de masse, malgré la fin progressive de la grève.

Si aucune victoire significative ne fut arrachée au gouvernement sur les revendications, l'expérience accumulée pendant la grève, les débats et les structures qu'elle a suscités, la politisation et la radicalisation d'une frange significative d'étudiants constituent en eux-mêmes un fantastique capital pour l'avenir. ■

Novembre 1987



FEMMES

Le mouvement féministe dans l'Etat espagnol

IL EST DIFFICILE de parler du mouvement féministe dans l'Etat espagnol sans faire référence, même brièvement, à ses 12 années d'histoire, afin de pouvoir expliquer et comprendre mieux certaines de ses particularités qui le différencient d'autres pays.

Justa MONTEROS

LES DERNIERES ANNEES de lutte contre la dictature franquiste et pour les libertés démocratiques, jusqu'en 1975 environ, virent le début du mouvement féministe. Un mouvement qui apparaît dès le départ comme très politique et qui tout au long de l'évolution de la situation, va voir comment ses espoirs, ses luttes, ses revendications fondamentales vont être mis de côté par la politique de pactes sociaux que pratiquèrent les forces politiques parlementaires.

C'est ainsi qu'il devra faire face à la nouvelle situation et aux nouvelles institutions et c'est pourquoi toutes les organisations de femmes appelleront à rejeter la nouvelle constitution. Dans ce processus politique, le mouvement va jouer un rôle important à partir de sa lutte constante, active et intransigeante pour les droits des femmes (qui n'avaient que le droit de vote à cette époque), comme la dépénalisation de l'adultère, la légalisation des méthodes contraceptives, une loi sur le divorce, et l'exigence du droit au travail. A partir de ces objectifs, se formeront les organisa-

tions féministes et le mouvement conquiert un espace politique et social réel et, ce qui n'est pas la moindre des choses, son autonomie politique et organisationnelle.

Ce ne fut pas un processus facile dans une société où des institutions destinées à consacrer l'infériorité des femmes - comme l'Eglise - pesaient de tout leur poids, où les valeurs patriarcales étaient la doctrine officielle et où la lutte féministe n'avait pas de tradition.

Le PSOE au pouvoir

La venue au pouvoir voilà cinq ans du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a introduit des modifications dans la situation politique. Beaucoup d'espoirs surgirent dans différents secteurs de la société, mais dans le mouvement féministe, la réalité et la gravité de la situation sur la question de l'avortement en eurent raison. On lutta depuis trop longtemps et dans des circonstances plus défavorables pour arrêter la lutte sur la base des déclarations de bonnes intentions que produisait le gouvernement. Le mouvement ne le fit pas et choisit de mener la bataille sur son terrain : la rue, pour obtenir la légalisation de l'avortement libre et gratuit, en organisant des manifestations massives avec des objectifs très clairs : "Les femmes doivent décider. Droit à l'avortement libre et gratuit".

Il est évident que le PSOE doit faire face à un mouvement qui le dérange, actif, radical, dans lequel il n'a pratiquement aucune présence. Son attitude est terriblement agressive, il essaie par tous les

moyens de le marginaliser politiquement et socialement, tout en voulant créer une alternative plus modérée à partir des secteurs des femmes liés à une politique réformiste, pour que le féminisme institutionnel gagne de l'espace et se présente comme un interlocuteur face à l'administration.

La création de l'Institut de la femme (organisme dépendant du ministère de la Culture) se situe dans cette politique. Son activité à une double limite : ses liens avec la politique du PSOE qu'il défend passivement et/ou activement, et son manque d'autonomie et de poids réel dans l'administration.

Le droit à l'avortement, thème central

Malgré tout, c'est un mécanisme utile pour le gouvernement dans la mesure où son activité permet d'alimenter un consensus social que le PSOE a tant intérêt à faire fonctionner afin d'accepter comme juste et nécessaire l'égalité formelle entre hommes et femmes pour ainsi couvrir l'inégalité réelle et protéger les privilèges que les premiers maintiennent sur les secondes.

Voilà ce qui l'amène à se confronter clairement à un mouvement dont les luttes ont pour objectif de renverser cet ordre économique et social, seul moyen d'obtenir des changements réels dans la vie des femmes.

Le mouvement féministe travaille sur de nombreux thèmes, partout où se manifeste l'oppression patriarcale. La lutte pour le droit à l'avortement a concentré pendant de nombreuses années les efforts du mouvement et a déterminé sa configuration actuelle et, en grande partie, son espace politique. Aujourd'hui, même si les activités se sont diversifiées, cette question continue de jouer un rôle important.

Avec cette campagne qui a débuté en 1979, les femmes sont parvenues à convertir un thème totalement tabou en un problème politique de première importance. Beaucoup de forces politiques ont soutenu cette campagne, mais ni le PSOE ni le syndicat socialiste, UGT. Les idées féministes ont progressé comme la con-

science des femmes et l'idée que l'Etat est dans l'obligation de répondre aux revendications des femmes.

La loi de dépenalisation partielle de l'avortement que le gouvernement socialiste a approuvé le 5 juillet 1985 ne couvrait que les cas de viol, de malformation du fœtus et danger pour la santé de la mère. Par contre, elle incluait l'obligation d'avoir dans les hôpitaux une "commission d'évaluation" chargée d'examiner, quand les femmes avaient passé toutes les barrières et paperasseries administratives, si elles rentraient effectivement dans ces trois conditions. S'y ajoutait une clause dite "de conscience".

Un an et demi après sa mise en pratique, on reconnaissait officiellement l'inutilité de cette loi. Avec elle, seulement 0,2% des femmes qui voulaient avorter avaient pu le faire légalement, sur les 65 000 qui durent le faire clandestinement.

L'avortement clandestin perdu

Le propre gouvernement se vit obligé le 21 novembre 1986 d'approuver un décret royal dont le point principal est d'autoriser des cliniques privées à pratiquer des avortements, déchargeant ainsi le service public de santé de la responsabilité d'assurer cette prestation sociale, tout en maintenant le contenu de la loi : l'avortement continue d'être un délit qui n'est dépenalisé que dans trois cas très stricts. A peu près à la même date, voilà un an donc, un juge madrilène, cette même loi en main, ordonnait la détention de 39 personnes, travailleurs et patientes de centres de planification, dont 9 furent emprisonnées, accusées de pratique illégale d'avortements.

Comme lors de la première époque de la loi, quand le gouvernement accusait les médecins de rendre inapplicable la loi en l'interprétant de façon restrictive, il se retournait maintenant contre le pouvoir judiciaire. Mais les uns comme les autres pouvaient agir impunément en se servant de la loi des socialistes.

Les 13 et 14 décembre 1986 s'est tenu à Madrid un tribunal de dénonciation des agressions contre le droit à l'avortement, organisé par la Coordination des organisations féministes de l'Etat espagnol.

3 000 femmes des différentes régions y assistaient. Le tribunal était formé par 11 femmes des organisations féministes et 9 témoins se présentèrent, des femmes entre 17 et 60 ans qui avaient essayé



vexations et angoisses que celles des femmes quand elles sont obligées d'aller de porte en porte cherchant quelqu'un qui puisse les aider à se débarrasser d'une grossesse non désirée, (...) à connaître la terreur, la douleur et même la mort, à cause d'un avortement pratiqué contre leur santé et contre leur vie".

La sentence fut largement applaudie par les 3 000 assistantes.

Il reste un large chemin et pas le plus facile, pour obtenir que l'avortement puisse se pratiquer librement et gratuitement. Après un an de fonctionnement des cliniques privées, la pression sociale a diminué. Aujourd'hui les commissions pour le droit à l'avortement du mouvement féministe travaillent à récolter des

d'avorter dans des circonstances très différentes.

Le jugement du tribunal résume les revendications du mouvement qu'il a exprimées dans ses campagnes. Cette sentence, après quelques considérations sur le type de société sexiste, machiste et réactionnaire dans laquelle les femmes vivent, se conclut par un verdict qui accuse le gouvernement d'être directement responsable de la mort de neuf femmes victimes d'avortements clandestins après que la loi fut entrée en vigueur, de céder face aux pressions des médecins du privé qui monnaient leurs principes moraux et éthiques en pesetas. Ces derniers sont accusés d'être responsables des procès contre les femmes, de leur refuser l'information sur la sexualité, sur les méthodes anti-conceptionnelles et, tout en refusant de pratiquer des avortements dans le secteur public, de les faire dans un esprit de lucre dans leurs cliniques privées.

Pour toutes ces raisons, le Tribunal condamne : le ministère de la Justice, l'ensemble des membres du gouvernement, l'ensemble des institutions publiques de l'administration socialiste impliquées par action ou par omission dans les délits contre le droit de décider des femmes ; le Conseil général des médecins, les juges qui appliquent les lois allant à l'encontre des droits des femmes de la façon la plus brutalement mysogine ; les membres des corps de répression de la Garde civile et de la police nationale, fidèles défenseurs de l'ordre patriarcal.

Tous ceux-là sont condamnés à une série de peines dont celle qui consiste à "se voir conduit par la force devant un juge qui lise à haute voix les histoires médicales et les habitudes sexuelles du condamné, violant ainsi son droit à l'intimité, (...) à subir les mêmes humiliations,

chiffres, afin de pouvoir faire des dénonciations concrètes qui puissent mettre en évidence la réalité : le problème n'est pas résolu. Il existe des milliers de femmes qui doivent toujours aller à l'étranger, beaucoup qui, par manque d'information, laissent passer le délai leur permettant d'avorter ici. Peu nombreuses sont celles qui peuvent le faire dans le secteur public ; des avortements se pratiquent toujours dans des appartements ; beaucoup de femmes tombent aux mains de médecins qui leur demandent de 100 à 200 000 pesetas pour pratiquer un avortement. Dans les cliniques les plus "justes", le prix est de 30 000 pesetas ; les jeunes continuent de n'avoir aucun recours.

Pour le droit à l'emploi

Dès le départ, les revendications relatives au travail salarié ont été une des préoccupations essentielles du mouvement, mais, à la différence de ce qui c'est passé sur l'avortement, il n'est pas parvenu à imposer le droit à l'emploi comme un thème politique central. Les problèmes sont au nombre de trois : la situation du marché du travail, l'attitude des directions syndicales et l'organisation des femmes.

Dans l'Etat espagnol, pour des raisons politiques et sociales, l'intégration des femmes au marché du travail a débuté plus tardivement que dans le reste de l'Europe et la crise est arrivée avant que ce processus ne soit achevé. Cette crise a durement frappé les femmes, les expulsant du marché du travail. Paradoxalement, ces dernières années, les femmes se sont intégrées plus que les hommes à l'économie souterraine.

Des 700 000 travailleurs à domicile qui existent à l'heure actuelle, 70% sont des femmes dont 25% ont moins de 25

ans et 44% sont des femmes au foyer. Mais le travail à domicile n'est pas le seul domaine privilégié des femmes, il y a aussi le travail précaire. Dans certaines branches "féminines", une grande partie de la production s'effectue désormais de façon souterraine. Ainsi 35% de la production de chaussures est faite clandestinement. En Catalogne, dans le textile, 30 à 40% de la production est "au noir".

Ce type de travail implique une augmentation sauvage de l'exploitation. Les employeurs économisent tout ou partie des cotisations de sécurité sociale. Les travailleuses quant à elles, se voient ainsi refuser le droit à un emploi et à un salaire digne et stable, sans parler même des améliorations acquises sur le marché "légal" en matière de conditions de travail.

La responsabilité des directions syndicales

La dispersion et l'isolement des femmes qui travaillent dans cette économie "souterraine" constituent un handicap pour leur organisation et leurs luttes. Les regrouper et rechercher des revendications unifiantes par branches est un des objectifs des secrétariats femmes des Commissions ouvrières (CCOO), le syndicat principalement dirigé par le PCE mais où se trouve une forte opposition syndicale classiste.

Mais ce n'est pas là le seul problème. Dans les Journées qui furent organisées par les Secrétariats des CCOO, fut posé le besoin de clarifier les positions du syndicat, afin qu'il reconnaisse la nécessité d'un changement de politique car la situation que nous vivons à l'heure actuelle est le produit de la politique de pactes sociaux et de consensus qui s'est pratiquée. *"On ne peut dire qu'on est contre la précarisation du travail, contre le travail souterrain et négocier ou accepter, comme l'a fait le*

syndicat, les restructurations, les fermetures d'usines, les réductions d'effectifs, le salaire familial, les pressions sur les femmes, parce que toutes ces mesures ont précisément eu pour conséquence de grossir les rangs des travailleuses à domicile et les ateliers clandestins".

Non seulement la direction des syndicats n'a pas maintenu une position conséquente de défense des droits des femmes, mais aussi, face à des conflits, elle a soutenu les situations privilégiées des hommes.

Nous en avons l'exemple avec les mines d'Hunosa (Asturies). Bien qu'elles aient présenté une demande pour travailler comme aides à l'intérieur de la mine, qu'elles aient franchi tous les obstacles y compris médicaux, aucune des 14 femmes qui remplissaient toutes les conditions ne se vint vu attribuer un poste de travail. Elles revendiquèrent ces emplois faisant une vigoureuse campagne dont les médias se firent largement l'écho. Elles ont dû supporter des pressions énormes, des insultes *"la mine n'est pas faite pour les femmes"* *"Elles vont perdre leur féminité"* *"les protestations augmentent parmi les mineurs contre l'intégration de femmes"* etc. Les mineurs refusaient la présence des femmes.

Le Secrétariat femmes des CCOO, le collectif de femmes de Mieres et l'Association féministe d'Asturies organisèrent une grande campagne en défense du droit des femmes à l'emploi et pour que le syndicat reprenne cette bataille en charge, comme il le fait pour les jeunes etc. Mais l'UGT fit une déclaration officielle contre l'intégration des femmes à la mine *"Ce n'est pas le travail le plus adéquat pour les femmes"* et allait même jusqu'à distribuer des tracts anonymes, pour pousser les hommes de la région qui sont au chômage à empêcher les femmes de rentrer dans la mine, leur premier jour de travail.

Les "mineuses" ont gagné et avec elles toutes les femmes, puisqu'elles ont obtenu que toutes les femmes, même celles qui travaillent à l'extérieur de la mine, face partie de l'entreprise.

S'ajoutant aux deux questions que nous venons de traiter, le mouvement a participé à d'autres luttes. Il a une activité très diversifiée qui lui permet d'offrir de nouvelles perspectives, maintenant que la lutte pour le droit à l'avortement n'est plus aussi centrale.

Mobiliser et expliquer

L'année qui vient, plus d'efforts seront consacrés à la campagne contre les agressions sexuelles, sous le slogan *"Aucune agression sans réponse"*. Cette question est abordée à plusieurs niveaux : depuis des thèmes qui permettent des mobilisations sur des objectifs clairs, comme les mauvais traitements et le viol, jusqu'à des questions qui requièrent plus d'explications, comme la pornographie et la prostitution. Le principal objectif de ces campagnes est d'obtenir que les femmes prennent confiance en elles-mêmes, qu'elles puissent se rebeller face aux agressions individuelles, que se crée une conscience sociale de rejet de ces situations ce qui implique la dénonciation de toute agression ouverte ou cachée contre les femmes : depuis les moyens de communication, les publications, les politiques institutionnelles de subvention à des revues qui ont un contenu clairement sexiste, et des mesures concrètes comme l'existence de maisons-refuges organisées par l'administration, la modification de la loi sur le divorce, la dénonciation de l'institution familiale etc., en exigeant, dans le même temps, que les institutions de l'Etat reconnaissent le droit des femmes à ne pas être agressées, sans pour autant faire confiance ni à cet Etat ni à ses lois.

De même des collectifs spécifiques travaillent sur des thèmes comme la sexualité, la santé, l'éducation etc. : *"Les femmes pour la santé"*, *"Collectif pour une école en faveur des filles"*, collectif de féministes lesbiennes. Dans les villes plus petites et les villages, c'est l'ensemble du groupe qui traite tous les thèmes selon les priorités qu'il établit. Dans les grandes villes existent des commissions spécifiques pour chaque thème et une coordination pour déterminer les campagnes, leurs objectifs, sans parler des questions générales qui touchent tout le mouvement et les débats organisationnels. Cette diversification dans l'organisation a permis de regrouper plus



de femmes, d'établir des liens plus étroits avec d'autres secteurs sociaux et, en définitive, d'élargir l'activité et l'influence du mouvement.

L'existence d'une coordination des organisations féministes dans tout l'Etat qui fonctionne depuis près de 10 ans, a permis d'aller vers une unification des critères et des objectifs du mouvement, et dans le cas des campagnes centrales, des rythmes de travail. Cette unification s'est traduite par un renforcement de l'ensemble des organisations.

Les jeunes et le mouvement féministe

Ces deux dernières années, nous avons assisté à un phénomène important, l'intégration de jeunes femmes au mouvement féministe et la création de groupes femmes dans les collèges et quartiers. En Euskadi et en Catalogne des journées de rencontre de jeunes femmes ont été organisées; "Consciemment ou inconsciemment, nous donnons la priorité au travail dans les centres d'étude et à la rue comme seul moyen de commencer à travailler comme jeunes, car jusqu'à aujourd'hui, nous ne pouvons nous appuyer sur aucune expérience antérieure qui pourrait nous servir de modèle. Ces derniers temps, grâce à une meilleure coordination et en étant plus nombreuses, nous avons mieux travaillé. Nous avons dû répondre avec force aux agressions contre les jeunes femmes et au référendum sur l'OTAN. Dans le premier cas, nous avons organisé, en plus d'une grande manifestation de rue, des débats, des discussions dans des établissements scolaires. Sur le deuxième problème, nous sommes intervenues avec nos propres discussions sur l'anti-militarisme, des meetings dans les collèges, et en organisant une manifestation face à l'usine d'armement STAR à Eibar." Puis est venue la lutte étudiante qui a permis une participation plus importante des collectifs femmes sur d'autres questions et une meilleure sensibilisation des femmes sur leurs problèmes.

Dans beaucoup d'endroits existent déjà des organisations qui fonctionnent depuis plus de deux ans, dans d'autres, elles commencent à peine à se construire. La perspective, à l'heure actuelle, est de maintenir les organisations propres de jeunes, de faire en sorte qu'elles se coordonnent entre elles et avec le reste du mouvement.

Le mouvement des femmes a devant lui beaucoup de travail, une situation qui n'est guère facile à cause du contexte politique général, mais, pour affronter l'avenir, il peut compter sur des expériences importantes et avec des organisations qui se sont maintenues durant toutes ces années et qui manifestent une grande fermeté dans leurs propositions et leur esprit de lutte. Il existe des limites réelles dans ce mouvement, mais la préoccupation constante qui existe quant à son élargissement et son extension est une bonne base de départ. ■

Octobre 1987

POLOGNE

Du gris au noir ou ... comment les Polonais voient leur avenir

LE GOUVERNEMENT Polonais s'est aujourd'hui engagé dans la voie de la réforme économique et de la "restructuration". Lors de sa session de fin octobre, le Parlement (Sejm) a officiellement annoncé la tenue, le 29 novembre, d'un référendum sur cette question.

Dominique LEGRAND

ACCOMPAGNEES de commentaires sur la "démocratisation", deux questions sont proposées au vote des Polonais. La première leur demande d'approuver ou de rejeter "la pleine réalisation du programme d'assainissement radical de l'économie polonaise présenté à la Diète".

La seconde pose le problème de savoir si "le pays est en faveur d'un modèle Polonais de démocratisation profonde de la vie politique, ayant pour objectif le renforcement de l'autogestion, l'élargissement des droits des citoyens et l'accroissement de leur participation à la gestion du pays."

Une formidable envolée des prix

Le premier résultat de la réforme serait une hausse formidable des prix, de 40% en moyenne, et de 110% pour les produits alimentaires. Ce relèvement des prix à la consommation, rendu obligatoire par la suppression des subventions, est la mesure la plus importante, la plus sensible pour la masse des Polonais.

Déjà en 1970, 1976 et 1980 des augmentations drastiques des prix avaient provoqué des crises majeures. Même si la situation est différente aujourd'hui, la passivité et/ou la grogne auraient des effets significatifs sur l'application concrète de cette réforme dont les conséquences prévisibles seraient dans l'immédiat la baisse du niveau de vie des masses et à plus long terme une différenciation sociale accrue.

Le 25 octobre, dans un communiqué (voir encadré page 22), la Commission

nationale exécutive (KKW) de Solidarité (1) a appelé à boycotter le référendum, pour des raisons politiques, estimant qu'aujourd'hui, pas plus qu'hier, on ne peut faire confiance au gouvernement. Ce communiqué passe sous silence l'importante question de la hausse des prix.

"Eux" et "nous"

A l'heure actuelle que peut-on saisir de l'état d'esprit de "l'opinion publique" polonaise? Comment les valeurs et aspirations qui ont si fortement marqué la Pologne au début des années 1980 ont-elles évolué? Attachement à la protection sociale et répulsion pour le centralisme bureaucratique, la dichotomie entre "eux" (les dirigeants) et "nous", structure-t-elle toujours les courants dominants de la société polonaise?

Sur ce thème, le document dont nous publions ci-après, de larges extraits, a été rédigé par le professeur Stefan Nowak, pionnier de la recherche sociologique en Pologne. Adopté par la Société polonaise de sociologie (PTS) qui jouit d'une forte tradition d'autonomie envers le pouvoir, ce rapport intitulé *La société polonaise de la seconde moitié des années 1980*, a été reproduit par la revue clandestine de Varsovie "21", à l'été 1987, sans accord de ses auteurs. La présente traduction est basée sur le texte de "21".

Les résultats des principales enquêtes menées jusqu'à présent et les modifications de la conscience sociale, apparues en particulier depuis l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981, y sont résumés. Délaissant une approche étroitement statistique, il s'attache surtout à décrire les valeurs et aspirations dominantes, telles qu'elles s'expriment au sein des divers secteurs de la société. ■

1) Le 25 octobre, une nouvelle structure de direction, la Commission nationale exécutive (KKW) a été constituée. Elle remplace la Commission provisoire de coordination (TKK-clandestine) et le Conseil provisoire de Solidarité (TRS-public). La situation due aux graves tensions apparues (voir *Inprecor* n°248, du 7 septembre 1987) a fait l'objet de nombreuses critiques, dont celle de 22 dirigeants nationaux, qui, dans une lettre du 20 septembre adressée à L. Walesa, réclamaient la convocation de la direction élue lors du Congrès de 1981.

DEUX MECANISMES principaux influent sur la formation de la conscience sociale polonaise. Le premier consiste en une synthèse de valeurs empruntées à diverses sources, dont d'une part la tradition propre à notre société, et de l'autre à l'idéologie du système socialiste. L'acceptation d'une série de valeurs importantes de l'idéologie socialiste résulte de l'influence exercée par ce système durant des décennies.

Il s'agit en particulier des principes de l'égalité et de la justice sociale (qui sont, il est vrai, diversement interprétés), de la sécurité sociale et en conséquence de la responsabilité de l'Etat en ce qui concerne la satisfaction des besoins essentiels des citoyens.

Ces principes sont devenus, avec le temps, des critères de jugement du fonctionnement du système lui-même, provoquant des protestations à une échelle de masse lorsque le "socialisme réel" n'appliquait pas de manière suffisante ses propres principes, en même temps qu'existaient une approbation massive de la nationalisation de l'industrie lourde et des principes de l'économie planifiée.

Un système particulier de valeurs

Le degré d'acceptation de la nationalisation des autres secteurs de l'économie, mis à part l'agriculture, le commerce de détail et l'artisanat, dont le caractère privé était largement préféré, était relativement élevé. (...) Cette synthèse particulière d'une série de valeurs socialistes, de valeurs démocratiques traditionnelles et du patriotisme polonais a produit, entre autres, le système de valeurs qui en 1956 était appelé "voie polonaise au socialisme" et qui est réapparu vingt-cinq ans plus tard sous la forme modifiée de la "République autogérée".

Cela allait de pair (et va toujours de pair) avec l'attachement durable d'une grande partie de notre société à l'Eglise et à la religion qui constituent pour une large majorité de Polonais un élément essentiel de leur système de valeurs.

Le second mécanisme est celui de l'interaction durable de ce système de valeurs avec la réalité socio-économique au cours des diverses périodes de notre histoire et avec l'expérience concrète accumulée par les gens et les groupes sociaux pendant plus de quarante ans d'existence du "socialisme réel" dans notre pays. Cela concerne aussi bien l'expérience des temps plus ou moins normaux, que celle des événements dramatiques, que les Polonais se plaisent à nommer selon les mois (octobre, mars, août, etc.) ou en rappel des années au cours desquelles ils ont eu lieu : 1956, 1957, 1968, 1976, 1980-81 enfin.

Ces expériences ont renforcé certaines valeurs et en ont modifié d'autres. (...)

Mais dans le cadre global tracé par ces

deux mécanismes se dessine une image extrêmement complexe et différenciée tant du point de vue de la structure de notre société qu'en ce qui concerne les climats au sein de la conscience sociale.

Facteurs de différenciation

Nous avons d'une part un système complexe d'institutions étatiques divisé en secteurs, branches et niveaux (au sein de chaque branche). Au sein de ce système agissent des gens différents du point de vue de leur âge, sexe ou origine sociale, de leur formation et de leur métier. Ils diffèrent également par leur situation matérielle et leur consommation de biens et services - autrement dit, par la place qu'ils occupent dans notre société. Un autre facteur de différenciation est l'appartenance (ou la non-appartenance) à l'appareil d'Etat et de gestion et l'étendue éventuelle du pouvoir ou de l'influence exercée.

Mais, dans notre pays, les gens se différencient également en fonction de leur attitude envers le système socio-politique, ce qui s'exprime, entre autres, par leur appartenance au parti ou à d'autres organisations politiques liées au système. Ces différenciations, objectives comme subjectives, et les divisions, tensions, voire conflits qui leur sont liés, sont également un élément important de la structure sociale. Les attitudes, valeurs et comportement humains, caractérisent les groupes sociaux de façon parfois aussi forte (et même plus forte) que la différenciation économique, démographique ou professionnelle des citoyens de notre pays. Le rôle du facteur politique s'est tout particulièrement accru dans la dernière période. (...)

Inégalités et tensions sociales

La différenciation entre les niveaux de revenu et de salaire a été durant des décennies la cause la plus fréquemment invoquée des inégalités et des tensions sociales. Depuis plusieurs années, cependant, son rôle diminue comparativement à celui de la différence : "gouvernants-gouvernés", liée à la position occupée au

sein de l'appareil de pouvoir et de gestion et qui est grosse de tensions et de conflits sociaux. (...)

Pour le groupe qui apparaît socialement comme celui des gens aisés, voire riches, la source éventuelle d'insatisfaction des besoins sociaux n'est pas le rapport entre les salaires et revenus et les prix, mais plutôt l'état d'approvisionnement des magasins en marchandises de consommation courante ou de luxe.

Il faut à ce propos garder à l'esprit, qu'à l'autre extrémité de l'échelle des revenus et de satisfaction des besoins, une partie significative de notre société vit dans des conditions de pauvreté qui vont s'aggravant et qu'environ un cinquième de la population vit en-dessous du minimum social. (Près de la moitié des retraités sont dans ce cas.)

La jeune génération

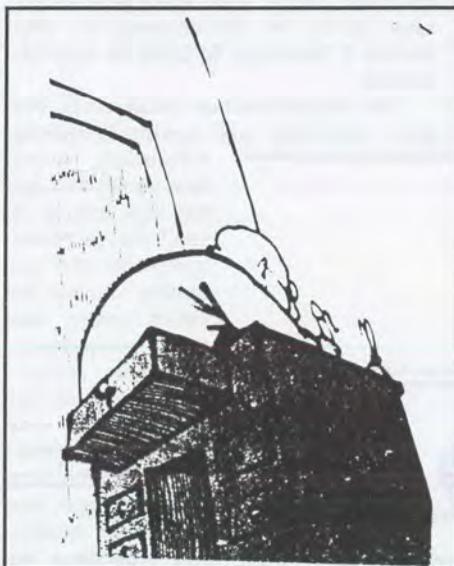
Pour l'important groupe socio-professionnel "médian", qui consomme chaque mois la totalité de ses revenus mais n'est pas encore descendu au-dessous du seuil de pauvreté, la lutte pour maintenir à tout prix son niveau de vie actuel et la peur de la pauvreté constituent un aspect primordial de sa vie quotidienne. Cela se manifeste souvent sous la forme de la crainte d'un "déclassement", et par le souci de maintenir, dans des conditions de pauvreté menaçante, les biens et éléments du style de vie auxquels on attribue le rôle d'indices d'un statut socio-économique, récemment acquis avec tant de peine, et aujourd'hui menacés de nouveau par la crise. Pour beaucoup la voiture constitue justement le symbole de ce statut.

De plus, en particulier en ce qui concerne la possession des biens de consommation courante, la jeune génération s'illustre en négatif par sa différence avec les familles qui ont derrière elles une longue période "d'investissements familiaux". Cela est particulièrement dramatique, en ce qui concerne le logement, c'est une question très connue, mais on doit la mentionner ici.

De nombreux jeunes ont, au seuil de leur entrée dans la vie active, la conscience aiguë, qu'en acceptant un travail salarié dans le cadre du secteur étatique, leur salaire ne leur permettra pas, et cela durant de longues années, d'avoir un logement pour leur famille fraîchement fondée, ni d'avoir accès à ces éléments de situation matérielle qu'ils considèrent comme naturels au seuil du XXI^e siècle (par exemple la voiture) et qui ne sont pas exceptionnels pour la génération précédente.

Ils pensent bien souvent que leur salaire ne leur permettra même pas d'acquiescer le minimum nécessaire pour leur entretien courant. Cela induit chez eux la conviction que le travail salarié ne peut être le fondement de l'existence future de leur famille et que les liens entre ce travail d'une part et les conditions et le niveau de vie, de l'autre, sont des plus lâches. (...)

Sur le fond d'une frustration générale aux multiples dimensions, c'est avant tout



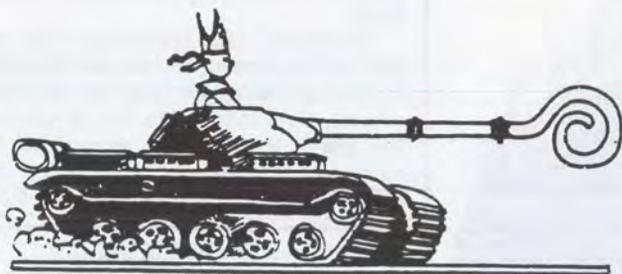
l'absence d'espoir raisonnable d'obtenir un logement qui détermine, chez de nombreux jeunes, la vision désespérée de l'avenir. Cette situation réduit à zéro la valeur du travail professionnel aux yeux de secteurs importants de la jeune génération. (...)

La crise en perspective

Enfin il ne faut pas oublier que la course des salaires et des prix, caractéristique de ces dernières années, a signifié et signifiera probablement encore, pour beaucoup de familles, l'affaiblissement de leur pouvoir d'achat et la baisse continue de leur niveau de vie, et provoquera souvent le franchissement du seuil de pauvreté. Aujourd'hui déjà, la majeure partie de notre société exprime la conviction que ses conditions de vie ont empiré. Seule une petite minorité gagnera du fait de cette spirale inflationniste, ce qui provoquera en retour un accroissement de la différenciation sociale. (...) Entre un cinquième et un tiers de la population seulement (suivant le moment de l'enquête) s'attend à une amélioration de ses conditions de vie dans les prochaines années. Une minorité l'espère également, dans un avenir plus lointain. Les pessimistes dominent. (...) L'avenir de notre économie, tel que les gens se l'imaginent, en général dans des tons allant du gris au noir, est fait de crainte pour son propre devenir et celui de ses proches. (...)

La conviction que la crise est durable est liée aussi bien à la certitude qu'il s'agit d'une crise profonde (ici apparaît surtout la question de la dette extérieure) qu'à celle, ce qui est tout aussi important, que le système, trop centralisé, est structurellement inefficace. Une bonne partie des Polonais accorde encore (bien que de moins en moins) au socialisme une certaine supériorité sur le capitalisme dans le domaine de la distribution des biens et dans celui de la sécurité sociale, malgré, là aussi, les nombreuses transgressions des principes de la justice sociale.

Mais le jugement porté sur l'efficacité et le rendement du système économique socialisé, planifié et centralisé, et sur son aptitude à satisfaire de façon correcte l'ensemble des besoins est généralement défavorable. Par ailleurs on ne s'attend pas à des changements significatifs dans l'avenir ni à ce que la réforme économique soit efficace. (...)



La Commission Nationale Exécutive de Solidarité face au référendum

"L'immense majorité des Polonais aspire depuis longtemps à des réformes fondamentales du système économique et politique polonais. Tous voudraient que le pays se démocratise, que l'économie soit fondée sur des bases saines de marché, que la réussite des individus ne dépende que de leur travail et de leurs capacités. Ce sont des évidences qui ne datent pas d'hier, elles sont sans cesse ouvertement redites, tout au moins depuis le grand bouleversement du mois d'août 1980. Un gouvernement qui apportera la preuve qu'il a réellement l'intention de bâtir la Pologne à laquelle nous aspirons pourrait compter sur le soutien de la population. Hélas nous ne pouvons oublier que les hommes qui nous gouvernent sont les mêmes que ceux qui, il y a six ans, avaient promulgué l'état de siège pour écraser les aspirations démocratiques de la société polonaise. Cette équipe s'était à l'époque solennellement engagée à mettre en oeuvre une réforme économique et à sortir le pays de la crise. Ces promesses n'ont pas été tenues. Plus personne ne croit les gouvernants sur parole. Il nous faut de véritables garanties politiques, sociales et économiques. Le référendum sera-t-il accompagné de garanties ? La réponse est négative, sans doute aucunes. La population n'a pas à participer à une entreprise de pure propagande. Répétons : nous aspirons à des profondes réformes politiques et économiques mais les questions sur lesquelles nous sommes censés nous prononcer par référendum prouvent que nos gouvernants refusent toujours de reconnaître à notre peuple le droit d'être sujet et non objet de la politique, et donc décider des orientations vitales. Il ne nous reste qu'à poursuivre avec obstination notre lutte, afin que les Polonais conquièrent leurs droits civiques et que se réalise le pluralisme politique, économique et syndical. Gdansk, le 25 octobre 1987."

La Commission nationale exécutive de Solidarité :
L. Walesa; Z. Bujak; J. Dłuzniowski; W. Frasyniuk; B. Lis;
A. Milczanowski; J. Palubicki; S. Weglarz.

Nombreux sont ceux qui mettent l'accent sur la nécessité d'améliorer la technologie et l'organisation de la production et refusent d'approuver les tentatives visant à faire payer au consommateur, par la hausse des prix, le coût des dysfonctionnements du système. L'assainissement du marché par une augmentation des prix trouve encore une certaine compréhension (en dehors des économistes professionnels) auprès des familles aisées et riches, car cela leur laisse entrevoir l'espoir d'un accès plus facile, sans tickets de rationnement ou sans queues, à beaucoup de biens de consommation.

Les augmentations successives des prix soulèvent par contre beaucoup d'émotion aussi bien parmi ceux qui ont déjà franchi le seuil de pauvreté, que parmi ceux qui tentent encore de lutter contre une telle perspective. Ces deux catégories, et surtout les plus pauvres, sont en effet, en général, les perdants dans la course des prix et des salaires qui représente un

danger bien réel pour leur niveau de vie déjà fragile, voire extrêmement bas et leur inquiétude se transforme parfois en rage, ou en un sentiment d'impuissance qui se transforme en apathie.

Mais en même temps l'idée que des augmentations des salaires et des pensions compensant totalement le mouvement des prix sont socialement justes et moralement fondées se renforce. Car malgré la diversité des opinions au sujet de l'égalitarisme, la conviction que notre système socio-économique devrait garantir au moins les besoins essentiels des citoyens semble être un effet général et durable de quarante ans d'éducation socialiste.

Le sentiment que ce principe est remis en cause constitue un des principaux facteurs potentiels de rejet du système. (...)

Problèmes de la réforme

Les attitudes favorables à une décentralisation de la gestion, liées d'ailleurs à l'acceptation de l'idée d'autogestion, apparaissent plus fréquemment parmi les spécialistes ayant un niveau d'études supérieur mais qui n'appartiennent pas à l'appareil du pouvoir et parmi les ouvriers hautement qualifiés.

Au sujet de l'autogestion on observe une certaine dualité d'attitudes. D'une part certaines questions importantes concer-

nant le fonctionnement de l'autogestion ne rencontrent qu'un intérêt limité parmi les travailleurs. A cause sans doute du piètre modèle fourni par le système d'autogestion existant actuellement (allusion aux conseils ouvriers mis en place après 1980-81 et qui végètent depuis lors, ndlr). Mais d'autre part, l'idée même d'autogestion jouit au vu des résultats de nos enquêtes d'un important soutien dans la population.

Dans ces enquêtes les gens déclarent ressentir un fort blocage au niveau d'un besoin ressenti comme essentiel : la possibilité d'exercer une influence sur ce qui se passe dans leur entreprise dans son ensemble. Il semble que de nombreux travailleurs, qui déclarent vouloir exercer une influence sur le devenir de leur entreprise et soutenir l'idée générale d'autogestion, considèrent les solutions autogestionnaires proposées comme insuffisantes.

De l'avis de nombreux travailleurs, le développement de l'autogestion ouvrière devrait être un élément de changements plus larges dans le sens de "l'ouverture" du système socio-économique, un facteur de satisfaction à un degré plus grand qu'aujourd'hui du besoin d'être sujet plus qu'objet dans la société et finalement permettre la réalisation de nombreuses initiatives et aspirations humaines. (...)

Deux aspects de la réforme semblent aujourd'hui intéresser particulièrement les travailleurs : le problème de la sécurité de l'emploi (c'est-à-dire de la possible apparition du chômage à une échelle socialement sensible) et la question de la différenciation des salaires.

Garantir le droit à l'emploi

L'acceptation des licenciements économiques croît lentement ces dernières années. Elle est plus fréquente chez ceux qui ont un sentiment de sécurité sur le marché du travail. Les travailleurs ayant les qualifications les plus hautes acceptent plus facilement les exigences de la rationalité économique. Cependant l'attitude fortement enracinée au cours des quarante dernières années, selon laquelle dans un système socialiste l'Etat doit garantir le droit au travail, interfère toujours dans ces questions. L'importance de la sécurité de l'emploi, sans égards aux besoins économiques de l'entreprise, apparaît plus fortement parmi les travailleurs les moins qualifiés, ayant un niveau de formation plus bas.

En ce qui concerne la question des salaires et revenus, des attitudes largement égalitaristes dominaient depuis des années. Elles signifiaient l'acceptation du principe que le travail doit être payé en fonction de sa valeur, en même temps que le refus d'une forte différenciation des salaires et revenus. (...)

Cet égalitarisme s'est significativement affaibli ces dernières années, cédant du terrain devant l'acceptation des différences économiques.

Mais aujourd'hui comme hier les thèmes égalitaires (tout comme l'idée du plein emploi) sont clairement situés sur le

plan social. Au sein de l'intelligentsia l'égalitarisme est le plus rare chez les spécialistes hautement qualifiés et bien payés. Parmi les ouvriers, les qualifiés y sont plus rarement favorables que les non-qualifiés. Dans le contexte actuel cela implique que l'acceptation de certains traits de la réforme est clairement liée au niveau des qualifications, qu'elle promet de mieux employer et mieux rémunérer. (...)

L'égalité des chances

Il est intéressant de noter que l'existence de différences socialement visibles dans la consommation des représentants du secteur privé par rapport au reste de la société soulève bien moins de réprobation que la transgression au sein du secteur public du principe de la progression sociale grâce au mérite individuel et de ce qui est considéré comme privilèges injustes de l'élite au pouvoir. Les revenus de l'initiative privée semblent assez largement perçus comme la "rétribution de l'activité dans des conditions de risque". Certains semblent même penser que ces revenus proviennent d'un autre "porte-feuille", que celui du secteur public, et que donc ils doivent être jugés selon d'autres critères. (...)

En somme on peut dire que le modèle d'une économie plurisectorielle jouit d'un soutien décidé de la majeure partie de notre société. (...)

Le principe de l'égalité des chances concerne en premier lieu toutes les questions liées à la promotion sociale. Une condition importante de l'acceptation du système du "socialisme réel" après la guerre fut la réalisation, à l'époque, en particulier envers la jeunesse ouvrière et paysanne, du principe de la promotion so-



cio-professionnelle par l'accès de tous à tous les niveaux de l'enseignement. Mais ensuite ce principe fut de plus en plus délaissé. (...)

Cela a conduit à une élitisation croissante de l'accès à l'enseignement, surtout à ses niveaux moyen et supérieur. L'accession aux niveaux les plus élevés de l'échelle sociale s'est restreinte de plus en plus aux jeunes issus de ces mêmes couches, comme cela se passe dans d'autres types de systèmes sociaux. Ce processus se poursuit actuellement.

L'importance de l'origine sociale a donc commencé de nouveau à être vécue comme un facteur déterminant des chances de l'individu dans la vie. Globalement la conviction que la Pologne est un pays où existe l'égalité des chances pour les jeunes de toutes origines diminue de plus en plus. Par contre s'est renforcée l'opinion que l'origine sociale, appuyée au besoin par les pots-de-vin ou par les relations des parents au sein de l'appareil du pouvoir, joue un rôle considérable dans la détermination des chances de chaque enfant. Les statistiques concernant le succès scolaire des jeunes de différentes couches sociales sont là pour témoigner que ces convictions ne sont pas dénuées de fondement. (...)

Les individus face aux institutions

Une grande partie de notre société considère comme allant de soi que l'Etat et ses nombreuses institutions ou agences soient responsables de la satisfaction d'un large éventail de besoins essentiels. C'est là, pour beaucoup, une source importante de leur sentiment de sécurité, mais lorsque ces institutions ne réalisent pas les tâches qui sont les leurs, cela devient une source supplémentaire de frustrations sociales et conduit soit, au sentiment d'impuissance, et à la perte de légitimité d'un système qui ne réalise pas ses promesses, soit à la recherche de solutions alternatives. (...)

Pour faire face aux situations difficiles on recherche dans notre pays l'aide et le soutien de la famille et de petits cercles d'amis. Cela renforce le rôle de divers types alternatifs de sécurité sociale, par



exemple l'aide caritative de l'Eglise. Mais en même temps se trouve ébranlée une des principales conditions (à côté de la question de la promotion sociale) de l'acceptation du système socialiste comme assurant aux citoyens la sécurité grâce à l'activité efficace d'institutions vouées au bien des individus. (...)

La question de la corruption ressort fortement dans nos enquêtes. C'est un des aspects de la relation entre les citoyens et les institutions. (...)

Les gens pensent massivement que la justice n'est pas indépendante chez nous et que les jugements rendus dépendent de la position de ceux qui sont en cause. Seule une petite minorité considère que tout le monde est en fait, égal devant la loi. (...)

Libertés et centralisme

Nos recherches antérieures, menées durant plusieurs dizaines d'années, avaient fait apparaître qu'une large acceptation de nombreuses valeurs socialistes, en particulier de celles qui concernent la justice sociale, celle de l'économie collective ainsi qu'une assez large identification des gens avec le socialisme en général, s'accompagnaient d'un rejet du caractère centraliste du système de pouvoir dans le socialisme réel.

En particulier, ce qui était perçu comme limitant la démocratie, la liberté de parole, d'organisation, etc., donc ce qui apparaissait comme une limitation des droits des citoyens, était rejeté. (...)

L'acceptation du centralisme du pouvoir était plus forte chez les membres du POUP que chez les sans-parti, sa fréquence augmentant au fur et à mesure de l'élévation de la position de la personne donnée dans la hiérarchie du pouvoir. (...)

Parmi les sans-parti, par contre, le rejet de la centralisation du pouvoir était plus fréquente chez les groupes sociaux les plus instruits et les plus qualifiés. Cette dernière position se retrouvait surtout au sein de l'intelligentsia sans-parti, diplômée de l'enseignement supérieur, mais les attitudes et les valeurs des ouvriers qualifiés de la grande industrie étaient assez semblables. Ces derniers notamment étaient en tête, parmi tous les groupes socio-professionnels pour ce qui concerne l'importance attachée à la question de la liberté d'expression et à la possibilité de proclamer publiquement des opinions différentes.

Les événements de 1980-81 ont démontré que derrière ces données il y avait

des attitudes et des valeurs réelles ainsi qu'une capacité à agir ensemble. Ils ont également montré autre chose, que nous avions sous-estimé dans nos recherches : derrière le mécontentement causé par les violations des principes de la démocratie et de la justice sociale, habituelles à une partie de l'appareil du pouvoir pendant les années 70, existait aussi le sentiment que la dignité de larges groupes sociaux en particulier les ouvriers, était menacée. (...)

Après 1981 cependant, à la suite de l'expérience traumatisante de l'état de

des attitudes et des valeurs réelles ainsi qu'une capacité à agir ensemble. Ils ont également montré autre chose, que nous avions sous-estimé dans nos recherches : derrière le mécontentement causé par les violations des principes de la démocratie et de la justice sociale, habituelles à une partie de l'appareil du pouvoir pendant les années 70, existait aussi le sentiment que la dignité de larges groupes sociaux en particulier les ouvriers, était menacée. (...)

Après 1981 cependant, à la suite de l'expérience traumatisante de l'état de

et le système socialiste s'accompagne d'un faible niveau d'approbation et du manque d'autorité d'une série d'organes institutionnels qui composent le système de pouvoir dans notre pays ou qui lui sont clairement liés. (...)

De plus, pour la première fois depuis des décennies nous avons observé, au travers de nos recherches, une baisse de l'identification avec le socialisme et de l'adhésion à l'économie collectivisée (en particulier en ce qui concerne le secteur de la petite production et les entreprises moyennes).

Par ailleurs on trouve, l'expression large du besoin d'activité sociale, de la volonté de réaliser des objectifs extra-individuels, de participer, etc., accompagnée du refus de la trop grande centralisation du pouvoir. Mais le système d'organes institutionnels s'occupant d'"activité sociale" et existant alors, laissait en marge la très grande majorité de ceux qui déclaraient de tels besoins dont les années 1980-81 ont bien montré l'importance.

Influer sur le sort de son pays

La situation ressemble assez, aujourd'hui, à celle d'avant 1980, mais l'engagement social réactivé durant les années de Solidarité et l'habitude de l'action de masse se manifestent surtout au niveau des frustrations qui se font jour. Parmi les nombreux besoins tant dans le domaine des aspirations individuelles, que dans celui des conditions de vie et des aspirations au niveau de la sphère publique, c'est le désir d'influencer sur le sort de son pays qui apparaît comme le plus frustré et cela sur une large échelle sociale.

La presque totalité des ouvriers des entreprises varsoviennes et une large majo-



guerre, et avec les actions normalisatrices menées ensuite par le pouvoir, des modifications sont apparues, non pas tant dans le domaine des valeurs, que dans celui des attitudes envers l'appareil du pouvoir et des comportements publics qui leur sont liés.

En 1984 trois types d'attitudes apparaissent : les partisans du pouvoir et ses adversaires avec des nuances aux deux extrémités dans leurs propositions respectives, représentaient chacun 25% des opinions enregistrées, au centre on trouvait 50% d'attitudes qu'on peut qualifier soit de "centristes", ou indécises (accor-



rité de notre échantillon de population représentatif au niveau national, en font état. Beaucoup de gens déclarent que la liberté, vécue comme la possibilité de s'organiser, de parler et d'exprimer son opinion sur les questions sociales, est bloquée. (...)

Des indécis et des indifférents

Chez d'autres ces besoins semblent aujourd'hui atrophiés. Si l'on se réfère aux recherches citées précédemment, au milieu de l'échelle se trouve un groupe de population qui constitue près de la moitié de notre société. On y trouve (dans des proportions presque identiques) des indécis et des indifférents, lassés, silencieux et apathiques. On voudrait ajouter ici, tristement silencieux, car il s'agit avant tout de gens qui en ont tout simplement "ras le bol".

Il s'agit cependant d'une apathie dont les fondements sont explosifs et qui semble particulièrement sensible, aujourd'hui, aux frustrations économiques. Une bonne partie de ce groupe d'opinion est constituée de gens dont le niveau d'instruction et la position socio-professionnelle sont situés au bas de l'échelle.

Ils sont en conséquence les plus exposés aux effets de la spirale inflationniste. Une éventuelle baisse de l'efficacité économique du système, conduisant à une nouvelle réduction de son niveau de vie ou ne serait-ce qu'à sa stagnation, pourrait jouer, par rapport à ce groupe-là justement, le rôle de détonateur libérant le mécontentement et l'action collective.

En effet, cette partie de la population qui occupe le milieu de l'échelle des attitudes envers le pouvoir, analysée précédemment est une masse atomisée, qui n'est soumise à aucune autorité, est insensible à toute persuasion et, en fait, incontrôlable. C'est dire qu'elle constitue un ferment particulièrement explosif et difficile à maîtriser en cas de nouvelles tensions. A long terme, ce groupe semble être potentiellement plus dangereux pour la stabilité du système, qu'un groupe structuré et soumis à une autorité, fût-elle d'orientation clairement oppositionnelle. (...)

Ce qui est sans doute plus important, c'est que malgré l'augmentation nette des attitudes favorables à la "normalisation" de nombreuses options typiques des années 1980-81 se maintiennent de façon dominante : l'importance de la liberté d'expression et de la nécessité de la voir respectée par le pouvoir (la modification de la loi sur la censure est, par exemple, exigée) ; la conviction que les travailleurs ont le droit de recourir à des formes de protestations publiques et organisées pouvant aller jusqu'à la grève ; la désapprobation des sanctions radicales prises contre l'opposition politique et la limitation de ses activités.

L'image de Solidarité

Globalement, l'image de Solidarité, reste positive dans la mémoire sociale, mais elle se teinte d'une certaine mélancolie. Une large majorité considère que ce fut une tentative (ratée mais importante) de démocratisation du système et de modification de la politique économique erronée du gouvernement. Cette majorité, bien qu'elle soit prête à admettre que l'activité des "extrémistes" ait pu porter tort à Solidarité, n'accepte guère l'idée que se cachaient derrière, des forces hostiles à la Pologne populaire.

L'idéal démocratique dominant qui se dégage ici est très éloigné de la théorie et de la pratique du système centraliste. L'importance du respect des libertés et des droits politiques des citoyens est soulignée, tout comme la nécessité d'un contrôle exercé par la société sur le pouvoir et la légitimité d'une opposition politique publique, etc. Il faut souligner qu'il s'agit d'une enquête réalisée en 1985, c'est-à-dire à un moment où la majorité de la société ne remet pas ouvertement en question les tentatives normalisatrices du pouvoir et où la chaude ambiance des années 1980-81 a largement disparu. On peut donc considérer ces valeurs et ces attitudes comme fortement enracinées. (...)

Orientations politiques et réformes économiques

On a vu que l'opposition ou du moins le scepticisme envers le pouvoir se rencontre surtout dans l'intelligentsia sans-parti et parmi les ouvriers hautement qualifiés de la grande industrie. La jeunesse est également, en général, plus portée à l'opposition que l'ancienne génération. (...)

Mais ces attitudes oppositionnelles sont aussi plus fréquentes chez ceux qui soutiennent les valeurs nécessaires à la réalisation de la réforme économique. Rappelons qu'il s'agit du respect des principes de la reconnaissance du mérite en ce qui concerne les salaires et la promotion professionnelle, de celui de la décentralisation de la gestion, de l'accroissement du rôle des mécanismes du marché, et de l'autogestion.

Quant aux cercles directement liés à l'appareil de pouvoir et de gestion et aux travailleurs les moins qualifiés et les

moins instruits, se sont eux qui, à l'échelle statistique, s'opposent le plus souvent aux valeurs précitées, laissant apparaître des orientations qui vont à l'encontre de la réalisation de la réforme.

Un aspect particulier de notre drame national est que les milieux qui devraient composer la base potentielle de soutien à la réforme proposée par le pouvoir sont en même temps les plus méfiants envers ce pouvoir qui, de son côté, n'a pas confiance en eux. (...)

De nombreuses catégories de Polonais ressentent donc aujourd'hui un blocage aussi bien de leurs valeurs et aspirations publiques, que de leurs besoins et aspirations personnelles, au niveau matériel, promotion socio-professionnelle, ou garantie quant à l'avenir. Cela signifie que par la force des choses, ces gens sont dans un état de frustration généralisée, aggravée du fait qu'ils n'espèrent pas de rapide amélioration. (...)

Dans nos enquêtes, de très nombreuses personnes soulignent le lien entre l'amélioration de l'efficacité économique du système et sa démocratisation, son "ouverture" dans la sphère des droits du citoyen. Nous avons mentionné le fait que les valeurs liées à la démocratie constituent un élément traditionnel de notre éthique nationale et qu'elles figurent en bonne place dans le système de valeurs des grands groupes sociaux, en particulier celui des ouvriers qualifiés, de l'intelligentsia et de la jeune génération. Ne serait-ce que pour cette raison on peut prédire que les tentatives de réforme économique (impliquant la participation active des travailleurs aux tâches de remise en état de l'économie) qui ne seraient pas, en même temps, porteuses d'une plus large réforme socio-politique et d'une démocratisation du système, seront vouées à l'échec. (...)

Janvier 1987



Les dessins de Szymon Kobylinski illustrant cet article sont tirés de *Pollyka*, considéré comme l'hebdomadaire officiel du POUP et du Bulletin d'information *Solidarnosc*, publié à Paris.

SYRIE

Arrêter la répression et la torture

LA DESIGNATION d'un nouveau Premier ministre en Syrie, le 31 octobre dernier, après plusieurs mois de campagne officielle contre la corruption, jalonnée de scandales, de sanctions ayant touché près de mille personnes (y compris cinq peines capitales) et de démissions forcées de membres du gouvernement, témoigne de la gravité de la crise économique et sociale à laquelle se trouve confronté le régime baassiste.

Salah JABER

irakien avait été organisée par le roi Hussein de Jordanie en avril dernier et s'était soldée par un échec), le régime de Hafez El Assad a dû faire face à une situation socio-économique explosive : inflation débridée sur fond de pénurie, de gabegie et de détournements illicites à tous les niveaux.

Pour calmer les esprits, il a mis en scène sa campagne contre la corruption. Par ailleurs, il lançait une féroce campagne de répression contre l'opposition communiste (la fraction stalinienne de Khaled Bekdache, soutenue par Moscou est alliée au régime, contrairement à la fraction dissidente du "bureau politique" dirigée par Riad El Turk, lui-même détenu depuis 1980). L'offensive visait, en particulier, à liquider le Parti

d'action communiste (PAC, voir encadré), organisation révolutionnaire qui est la force la plus dynamique de l'opposition à la dictature et la plus à même d'exprimer la rancœur des travailleurs. Le PAC est d'ailleurs l'organisation de gauche qui a le plus de militants détenus dans les geôles syriennes, près de 330 au total. Parallèlement à la protestation d'*Amnesty International* contre la répression en Syrie (le mouvement a publié, en octobre, un dossier sur la torture dans ce pays), une pétition internationale sera lancée en solidarité avec les militants communistes syriens victimes de la répression, et notamment les camarades du PAC.

Nous publions ci-dessous des extraits d'un texte d'information rédigé par la représentation extérieure du PAC et contenant des renseignements utiles pour l'organisation d'une campagne plus que jamais nécessaire et que la IVe Internationale a décidé de mener. ■

Novembre 1987

LES SERVICES de sécurité ont lancé depuis août dernier une vaste campagne de répression contre le Parti d'action communiste. Cette offensive qui se poursuit, vise la liquidation du parti. Elle s'inscrit dans le cours d'une longue lutte déclenchée par les services de sécurité en mars 1977, quelques mois après la fondation du PAC. Depuis, une dizaine de campagnes d'arrestations ont eu lieu, poursuivant toutes le même objectif : l'élimination définitive du parti le plus actif de l'opposition de gauche en Syrie, celui qui a le mieux tenu tête à la répression généralisée.

Bien que plus de 300 membres et sympathisants du PAC aient été arrêtés à ce jour, dont la plupart de ses dirigeants, le parti a su maintenir son activité politique. L'offensive répressive en cours a commencé avec l'arrestation le 11 août, de deux membres du comité central du parti, recherchés depuis plusieurs années : Akram Al Bunni et Wajih Ghanem. A la suite de quoi, les services de sécurité ont arrêté, en quelques semaines, des centaines de personnes dont la plupart n'avaient aucune activité politique organisée.

L'utilisation systématique de la torture

Outre les personnes accusées d'appartenir au PAC et donc maintenues en détention à ce titre, des dizaines d'autres personnes ont été détenues en qualité d'otages afin que se livrent leurs proches, recherchés par les organismes répressifs. Il va sans dire que les détenus n'ont eu droit à aucune forme de procès et ont été soumis, lors des interrogatoires, à divers degrés de torture : des méthodes les plus "banales" telles que le fouet, la bastonnade ou l'électrocution, à des méthodes plus perverses, telles que les sévices sexuels ou le supplice du chevalet entraînant une paralysie ou une rupture de la colonne vertébrale.



LA DICTATURE militaro-bureaucratique de Hafez El Assad, au pouvoir depuis 1970, n'a pu se tirer d'affaire au fil des ans que grâce à l'aide de l'URSS, d'une part, et des monarchies pétrolières, de l'autre.

Le soutien de la Syrie à l'Iran, dans la guerre entre ce dernier et l'Irak, a entraîné la cessation de l'aide financière arabe qui était versée au régime baassiste au titre de l'effort de guerre contre Israël. L'aide fournie, en contrepartie, à la Syrie par l'Iran n'a pu compenser durablement cette perte, d'autant moins que cette aide était irrégulière et accompagnée de pressions politiques de plus en plus gênantes pour Hafez El Assad, notamment en ce qui concerne le Liban où les objectifs syriens et iraniens sont divergents. C'est pourquoi le tyran de Damas a dû négocier un virage sur la guerre du Golfe, dans tous les sens du terme négocié, lors du récent sommet arabe d'Amman, en Jordanie du 8 au 11 novembre 1987.

En attendant les résultats chiffrables de ce marchandage en cours depuis plusieurs mois (une réunion secrète de réconciliation entre les dictateurs syriens et

Par suite de la torture, d'autant plus intense que la victime était censée disposer d'informations importantes et tenait tête aux tortionnaires, plusieurs détenus ont eu de graves lésions.

Ainsi, Wajih Ghanem a été atteint de paralysie de la main droite et d'hémorragie interne. Adnane Mahfouz a été transporté à l'hôpital aux soins intensifs, après trois jours de détention. Akram Al Bunni est atteint d'une lésion d'une dos. Par ailleurs, la détenue Lina Al Mir est en danger de mort, en raison d'une insuffisance cardiaque.

1) Les services de sécurité ont eu recours pour la première fois, au cours de cette campagne, à des rafles dans des lieux publics, cherchant à créer un climat de terreur.

2) Un grand nombre de personnes sont détenues en otages, dont une majorité de femmes. C'est la seconde fois que cette méthode est utilisée contre le PAC, après la vague d'arrestations de 1986, qui le visait ainsi que les Comités populaires palestiniens qui lui sont liés.

3) Le nombre des personnes arrêtées depuis août, y compris celles qui ont été relâchées après quelques jours, s'élève à plus de 450. Plus du tiers sont encore détenues.

4) Si la liquidation du PAC est, sans aucun doute, en tête des objectifs de la campagne, celle-ci vise également à terroriser la population et l'opposition à titre préventif, face à la chute brutale du niveau de vie.

5) En dépit de l'ampleur de l'offensive et de la violence de la torture, les services de sécurité n'ont pas réussi à mettre la main sur l'imprimerie clandestine du PAC. Celle-ci avait été atteinte pour la dernière fois en 1982. ■

Novembre 1987

Le Parti d'action communiste

Le PAC est une organisation d'orientation prolétarienne révolutionnaire, fondée en août 1976 sous le nom de Ligue d'action communiste par la convergence de cercles marxistes apparus dans diverses régions de Syrie depuis 1970. Son nom actuel a été adopté par son premier congrès en 1981. Le PAC est indépendant de tout Etat. Il se prononce pour la constitution d'un mouvement communiste international, dont il considère que la IVe Internationale doit être une des composantes.

Le PAC lutte dans l'immédiat pour le renversement de la dictature en Syrie et la conquête des libertés politiques. Il refuse toute alliance dans ce but avec des forces réactionnaires, comme les Frères musulmans, contrairement à la fraction dissidente ("Bureau politique") du PC syrien. Le PAC a été la première organisation en Syrie à dénoncer l'intervention des troupes de Hafez El Assad au Liban depuis 1976. Les publications du PAC sont *Le Drapeau Rouge*, son organe central ; *Le Communiste*, sa revue théorique ; *Le Cri du Peuple*, un bulletin d'agitation ; *Le Proletaire*, un bulletin de discussion interne.

EN BREF...



CANADA

La grève des postiers

Après 17 jours de grève, la loi anti-ouvrière C-86 a forcé les 23000 postiers en lutte à retourner au travail. En imposant cette loi anti-syndicale, le gouvernement conservateur a clairement pris parti pour la Société des postes dont le projet de privatisation de certains services va transformer 4 200 employés syndiqués, payés 13,43 dollars canadiens de l'heure (1 \$ can = environ 4,5 francs français) en employés hors syndicat, payés au salaire minimum.

Cette loi menace d'imposer d'énormes amendes au SPC et à ses membres. Elle prévoit de suspendre pendant cinq ans de leurs responsabilités syndicales les dirigeants qui ne la respecteraient pas.

Toujours d'après cette loi, un médiateur sera nommé pour tenter d'arriver à un règlement. En cas d'échec, le gouvernement nommera un arbitre qui devra prendre en considération un rapport de conciliation qui s'appuie d'emblée sur le projet de privatisation de la Société des postes.

Le gouvernement fédéral canadien, la Société des postes et les médias ont mené une énorme campagne de propagande contre les membres du SPC, qui sont décrits comme des gens trop bien payés, des "paresseux, des égoïstes et des fanatiques de la grève".

Mais la vérité sur les conditions de travail dangereuses et la répression que subissent les postiers a commencé à être connue pendant la grève.

La direction de la Société des postes a tout fait pour intimider et réprimer les postiers qui se battent pour leurs droits.

Elle a combattu les piquets de grève en envoyant des commandos de jaunes, habitués de ce genre d'expéditions. Le président local d'Edmonton du SPC a déclaré que plusieurs grévistes ont été heurtés et blessés par les cars transportant ces jaunes et qui ont forcé les piquets de grève.

A Saint-Jean de Terre-Neuve un gréviste a eu le bassin fracturé par un camion remorque qui a défoncé la ligne de piquet et à Ottawa un gréviste a été assommé par un policier.

La participation aux piquets de grève, en solidarité avec les postiers, de la part de syndicats d'autres branches a varié selon les régions. A Vancouver, des membres de plus de 15 syndicats sont venus renforcer les piquets. Mais dans d'autres villes, comme à Montréal, ils n'ont été rejoints que par un petit nombre de militants non postiers. ■

SUISSE

Lettre à Duarte

L'Union des syndicats du Canton de Genève (USCG) a adressé une lettre au président du Salvador, José Duarte, au ministre du Travail, Miguel Gallegos et à Mgr. René Revelo de la Commission nationale de réconciliation, à propos de l'accord de paix en Amérique centrale (voir *Inprecor* numéro 250 du 5 octobre 1987). Nous publions ci-dessous un extrait de cette lettre.

"(...) Comme syndicalistes nous sommes solidaires de tous les opprimés qui luttent pour leurs droits et nous considérons de notre responsabilité d'agir, par tous les moyens, pour que ces promesses deviennent réalité. L'annonce du "dialogue avec les groupes d'opposition" est un engagement clair. Or, les nombreuses organisations syndicales paysannes, étudiantes et humanitaires regroupées dans l'Unidad Nacional de los Trabajadores Salvadoreños (UNTS) se sont heurtées jusqu'ici à un net refus de toute négociation de la part des autorités salvadoriennes. Il s'agit pourtant d'organisations légales et non armées et leurs revendications sociales et démocratiques vont toutes dans le sens de l'accord du Guatemala.

Au cours des derniers mois, ces organisations ont même été soumises à une nouvelle vague de répression. Plus de 130 syndicalistes et coopérants dont nous détenons la liste ont été assassinés, blessés ou arrêtés et torturés depuis septembre 1986. Le Décret 296 condamne de manière draconienne la grève dans les services publics où les nombreux conflits de ces derniers mois se sont soldés par la militarisation des entreprises. L'armée a tiré sur les manifestants le 31 mai, le 8 et le 15 juillet. (...)

Aussi attendons-nous que le gouvernement d'El Salvador et la Commission nationale de réconciliation chargée de contrôler l'application de l'accord du Guatemala appliquent celui-ci, d'ici au 7 novembre, sur les points suivants :

1. L'arrêt des détentions, assassinats et poursuites de syndicalistes, coopérants et membres d'organismes humanitaires.

2. L'arrestation et le jugement des responsables de ces meurtres et détentions.

3. La reconnaissance sans condition de l'UNTS, de ses syndicats ou associations et de leurs délégués dans les entreprises.

4. L'abrogation du Décret 296 et la levée de toutes les peines et condamnations pour faits de grève, la réintégration de tous les syndicalistes licenciés pour leur participation à des conflits du travail.

5. L'ouverture de négociations avec l'UNTS, ses syndicats et ses associations pour satisfaire leurs revendications sociales, démocratiques et humanitaires.

6. La réalisation de mesures concrètes pour le cessez-le-feu et l'humanisation du conflit dans le dialogue avec le FMLN-FDR. (...)"

Cette lettre de l'USCG est soutenue par de nombreux responsables syndicaux de branches comme les Services publics, le Livre et Papier, la Chimie, les PTT, le Bois et Bâtiment, ou de villes comme Fribourg, Lausanne, Zoug, Soleure, Olten, Gruyère-Vevey. ■

Le numéro 5 des Cahiers d'étude et de recherche (CER) est paru.



"Lutte de classe et innovation technologique au Japon depuis 1945" par Muto Ichiyo

Le Japon est souvent présenté par les idéologues de la libre entreprise comme un modèle d'harmonie et de dynamisme économique. Dans le numéro 5 des *Cahiers d'étude et de recherche*, Muto Ichiyo, marxiste indépendant et militant des mouvements de solidarité avec le tiers-monde, décrit la situation réelle des travailleurs nippons et démonte les mécanismes de cette "harmonie", souvent voisine d'un totalitarisme étouffant. Il explique comment les choix stratégiques du mouvement ouvrier dans les années 50 et 60 ont favorisé le glissement à droite

actuel. L'auteur traite de façon particulièrement originale et dialectique, des relations entre les impérialismes nippon et américain, des rapports entre le Parti libéral démocratique et les masses, et des effets de la rationalisation à la japonaise (la *gorika*) sur le pouvoir ouvrier à l'atelier. Cette étude apporte des réponses non seulement aux arguments patronaux mais aussi à la propagande en faveur du système que la nouvelle centrale syndicale unifiée japonaise, la Zenmin Rokyo, répand en ce moment dans le mouvement ouvrier international.



Commander à : CER, 2 rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil, France. (Un exemplaire, 48 pages, 25FF).

L'abonnement, aux CER, 9 numéros : 180 FF (par avion + 20%). Paiements à l'ordre de Pierre Rousset (chèques, virements bancaires à 30002/816/47170C/44, ou postaux à CCP Paris 11 541 97 T).

Egalement disponibles :

N°1 - La place du marxisme dans l'histoire, Ernest Mandel (20 FF); N°2 et 3 - La révolution chinoise, Pierre Rousset (20 et 25 FF); N°4 - Sur la révolution permanente, Michel Löwy (20 FF).

Suite

Campagne pour la réhabilitation pénale des accusés des procès de Moscou

Communiqué de presse du POS (section belge de la IVE Internationale)

"Samedi 7 novembre, deux cents manifestants se sont rassemblés devant l'ambassade d'Union soviétique à Bruxelles, à l'appel du POS (Parti ouvrier socialiste).

Une délégation a remis à Monsieur l'Ambassadeur, un appel international pour la réhabilitation des condamnés des procès de Moscou (1936-1938). Des dizaines de personnalités politiques, syndicales, intellectuelles de part le monde ont signé cet Appel."

Canada

L'appel demandant au gouvernement soviétique la réhabilitation immédiate de toutes les victimes des procès de Moscou de 1936-38, a été remis le 5 novembre 1987 à Alexy Rodionov, ambassadeur d'Union soviétique à Ottawa, lors de la réception organisée par

l'Ambassade pour célébrer le 70e anniversaire de la révolution d'Octobre 1917.

Cet appel international lui a été remis au nom des 33 personnalités canadiennes qui, à ce jour, ont ajouté leur nom à celui des autres signataires.

Nouvelle liste de signataires de l'Appel paru dans Inprecor numéro 252 du 2 novembre 1987.

Belgique : Guy Coeme (secrétaire national adjoint du PS).

France : Eric Fray (professeur agrégé); Marcel Gontier; Henry Hirsch; Thérèse Lagoutte; Paul Parisot; Luc Roy; Benjamin Stora (maître de conférence); Paul Vie (instituteur); Antoine Vitez (metteur en scène); Jean-Paul Zana.

Italie : Sergio Falcone; Anna Maria Siccardi (centre de documentation Lucca); Andrea Polcri (centre de documentation Lucca); Constanzo Preve (philosophe marxiste).

Inde : Datta Samant (dirigeant syndical et député).

Nouvelle-Zélande : Pr. John Freeman-Moir (Université de Canterbury); Pr. Geof Pearce (chercheur); Pr. Charles Sedgwick (Université de Canterbury); Rick Hall (historien); Keith Locke (Comité solidarité Philippines); Pr. Colin Lankshear (Université d'Auckland; campagne solidarité Nicaragua); Elsie Locke (écrivain); Pr. Chris Connolly (Université de Canterbury); Hector MacNeill (Parti travailliste, Wellington); Herbert O. Roth (historien); John Colquhoun (Association éducative ouvrière, Auckland); David Small (Solidarité Kanaky); Pr. John Davies (Université de Canterbury); Bill Logan (Alliance socialiste, Wellington); Pr. Barry Reay (Université d'Auckland).

Pays-Bas : Maurice Ferrares (secrétaire du syndicat des artistes musiciens).

RFA : Elmar Altwater. ■